



Université
de Lille

Mémoire de recherche

**Master mention Science Politique parcours Métiers de la
recherche en science politique**

Faculté des sciences juridiques, politiques et sociales | Université de Lille

Année universitaire 2022-2023

Le libertarianisme en France : parcours d'une utopie

Auteur : ROQUES-COLAS Bastien

Directeur·s et/ou directrice·s du mémoire :

Martin Roy

Membres du jury de soutenance (si connu·es au moment du dépôt du mémoire) :

ROY Martin

SOUANEF Karim

Remerciements :

Je voudrais remercier pour ce travail mon directeur de mémoire Martin Roy pour son aide, ses conseils très avisés ainsi que sa grande disponibilité.

Je remercie également les membres du jury d'accepter de siéger à ma soutenance et me permettre de présenter mon travail.

Enfin je me dois de remercier mes camarades de MRSP, la bonne humeur constante au sein de notre groupe n'a rendu mon année que meilleure et plus épanouissante.

En dernier lieu Charlotte, pour sa présence, son soutien sans faille, et pour m'avoir convaincu que ce parcours était le meilleur choix.

Sommaire

Introduction.....	p.5
Première partie : Approcher le libertarianisme : des origines théoriques à son importation en France.....	p.11
Chapitre 1 : Le libertarianisme : voyage d'une philosophie des États-Unis à la France.....	p.11
<i>Aux origines du libertarianisme aux États-Unis (avant 1969).....</i>	<i>p.11</i>
<i>L'institutionnalisation du mouvement libertarien après 1969 : l'union sous l'utopie.....</i>	<i>p.15</i>
<i>La désunion du mouvement : la multiplicité des libertarianismes et le retour à la marginalité.....</i>	<i>p.18</i>
Chapitre 2 : Circulation des idées libertariennes en France de leur importation à aujourd'hui	p.22
<i>Les « nouveaux économistes » et l'importation du libertarianisme (années 1970-1980).....</i>	<i>p.22</i>
<i>De 2010 à aujourd'hui : la réorganisation d'un mouvement libéral.....</i>	<i>p.27</i>
Seconde partie - Le libertarianisme en France depuis 2010 : reconfigurations d'une utopie	p.30
Chapitre 3 : L'utopie libertarienne au travail : une décennie de stratégies.....	p.32
<i>L'intellectuel, le politique et le promoteur : des nouvelles organisations en quête de la promotion d'une utopie libérale.....</i>	<i>p.32</i>
<i>Le think-tank : entre culture du compromis et noyautage institutionnel.....</i>	<i>p.35</i>
<i>Diffuser les idées, influencer le débat : le combat culturel.....</i>	<i>p.40</i>
Chapitre 4 : La nouvelle utopie libérale française.....	p.44
<i>Une nouvelle génération dirigeante, un cercle d'interconnaissances ?</i>	<i>p.44</i>
<i>Un libertarianisme français : le libéralisme retrouvé, ou l'union du retour aux sources et de l'expérience américaine.....</i>	<i>p.46</i>
Conclusion.....	p.48
Bibliographie.....	p.49
Annexes.....	p.51

Introduction

« Camarades parlementaires, comme le feu et comme la fusion, le gouvernement est un serviteur dangereux et un maître terrible. Maintenant, vous avez la liberté, il s'agit donc pour vous de la conserver. Rappelez-vous que cette liberté peut vous être arrachée plus rapidement par vous-mêmes que par tout autre tyran¹. »

Dans *Révolte sur la Lune*, de l'auteur états-unien Robert Heinlein, lorsque les habitants de Luna parviennent à renverser l'autorité tyrannique de la Terre, le théoricien anarchiste *Prof* adresse un long discours à la nouvelle nation. Ancien habitant de la Terre ayant connue la dictature, il comte aux habitants nouvellement libres la nécessité de fonder une société libre sur de nouvelles bases : la liberté pour tous par la liberté d'expression, de conscience, les libertés politiques et économiques. Il appelle tout de même à la vigilance : le gouvernement est un redoutable outil, car la levée d'impôts est sans fin jusqu'à ce qu'elle finisse par se retourner contre le peuple et créer des tyrannies. La nouvelle nation propose alors un gouvernement minimal. N'ayant pas assez de pouvoirs pour opprimer durablement son peuple, celle-ci se pose pour objectif lointain de pouvoir vivre sans autorité politique, sur un modèle économique capitaliste. Cet ouvrage de science-fiction de 1957 décrit ce à quoi pourrait ressembler une société libérée des contraintes d'un gouvernement et fonctionnant sur la logique du marché. Précédent d'une dizaine d'années la fondation du Parti Libertarien, créé en 1971, Robert Heinlein porte la double casquette d'être un des auteurs de science-fiction états-unien les plus lus et d'avoir influencé voir convaincu de nombreux jeunes² sur la possibilité d'une société anarcho-capitaliste. Il décrit les bases de ce à quoi les libertariens aspirent : une société sans État, ou avec un État minimal, où les individus se basent sur leur responsabilité individuelle, et où l'économie est gérée par les règles du marché sans aucune intervention. Le libertarianisme est avant tout une posture, celle de libéraux radicaux qui reprochent au libéralisme d'avoir abandonné le combat des idées au profit des socialistes et marxistes. Il se serait mué en une

1. Robert HEINLEIN, *Révolte sur la Lune*, Paris, Presses Pocket, 1988, p.357.

2. Des personnalités diverses et connues du mouvement libertarien comme David Nolan, le fondateur du Parti Libertarien ou David Friedman, fils de l'économiste Milton Friedman et auteur de *Vers Une Société Sans État*.

simple doctrine économique, rigide et en perte de vitesse. A l'appel de Hayek³ qui préconisait de faire une « utopie libérale », les libertariens ont consacré le libertarianisme en une utopie radicale : celle de dévouer toutes les sphères du vivre-ensemble à la logique du marché et de défendre toutes les libertés individuelles afin d'aboutir à la synthèse de la logique capitaliste « laissez-faire » et de l'anarchisme individualiste. Dans cette optique, l'État représente un Léviathan qu'il convient d'abattre. Les libertariens reprennent à leur compte les considérations d'Hayek, ils désavouent l'immobilisme conservateur et muent le libéralisme en une pensée de l'action et un style d'analyse et d'imagination⁴. Le libertarianisme, pendant radical sur le spectre libéral peut se considérer « comme la mutation en utopie du libéralisme classique »⁵. Initialement définie par Thomas More comme le régime politique idéal et idéaliste⁶, l'utopie est ici renvoyée à son lien de promiscuité avec l'espace de l'idéologie⁷. L'utopie libertarienne est un bond en avant vers un futur, celui d'une société qui base sa croyance dans la capacité du marché à réguler un ordre social harmonieux. L'utopie constitue l'objectif dont les libertariens se mettent en quête tout en se divisant sur les moyens d'y parvenir, divisés entre les gradualistes adeptes d'une approche par étapes et un camp abolitionniste, accusant cette stratégie de compromissions qui reviennent à justifier des positions non-libertariennes. En accords sur le principe de devoir garantir le maximum de libertés individuelles et économiques, les libertariens n'acceptent pas la même utopie ; les anarcho-capitalistes refusent toute existence de l'État, lorsque les minarchistes, acceptent une forme minimale. Aussi, leur utopie se caractérise par la volonté de détruire tout pouvoir d'imposition, ce qui amène Robert Nozick à théoriser un « canevas d'utopies »⁸, un espace formé d'utopies coexistantes sur une base anarchiste, laissant la possibilité de voir utopies libertariennes et socialistes.

Refusant toute imposition aux individus, les libertariens se ferment aussi l'accès au pouvoir étatique, ils ne souhaitent pas l'exercer mais le détruire. Excluant toute prise de pouvoir non légale, le libertarianisme entretient un rapport complexe avec la politique, représentant le seul outil coercitif qui pourrait mettre fin à l'État, avec sa propre main.

3. Friedrich A. HAYEK, « The Intellectuals and Socialism », *University of Chicago Law Review*: Vol. 16, n°3, 1949, p. 417-433.

4. Michel FOUCAULT, *Naissance de la biopolitique*, Paris, Seuil/Gallimard, 2004.

5. Sébastien CARÉ, « Racines théoriques du libertarianisme américain », *Cités*, vol. 46, no. 2, 2011, p. 133-139.

6. Thomas MORE, *L'Utopie*, Paris, Flammarion, GF, 1987.

7. Paul RICŒUR, *L'idéologie et l'utopie*, Paris, Le Seuil, 1997.

8. Robert NOZICK, *Anarchy, State and Utopia*, New York, Basic Books, 1974.

Pourtant, toute relation avec la politique n'est pas exclue, tant qu'elle peut desservir un agenda libertarien ou apporter des soutiens et qu'elle ne devienne pas un moyen coercitif pour parvenir à l'utopie.

Le mouvement libertarien, dont l'institutionnalisation a débuté en 1971 avec la fondation du Parti Libertarien états-unien autour David Nolan et quelques initiés à Phoenix, a su devenir une force politique par le biais de ses membres, autant présent dans le parti Républicain que dans le Parti Libertarien. Durant plusieurs décennies le mouvement s'est centré autour d'un parti politique, de *think-tanks*⁹, d'associations étudiantes et diverses. La singularité individualiste du libertarianisme rend difficile l'appréhension dans un premier temps, comme un mouvement, avec un nombre restreint de militants les réseaux libertariens se distinguent par une mobilisation par le haut et un ensemble d'organisations qui ont su investir l'arène institutionnelle. C'est ce que Stephen Hilgartner et Charles Bosk¹⁰ définissent comme système organisé d'institutions, d'acteurs et de procédures qui permet à des forces sociales de se faire entendre et avoir un impact sur le système décisionnel grâce à leurs ressources. De cette façon, le mouvement libertarien, dont les membres sont principalement issus à ses débuts du Parti Républicain, s'est entouré d'intellectuels et de mécènes pour financer leurs premiers *think-tanks* (comme le *Von Mises Institute* et le *Cato Institute*). Ainsi, leur stratégie a été d'investir en premier lieu les organes décisionnelles pour faire exister les idées libertariennes dans les cercles dirigeants et économiques. Pourtant, la sociologie des mouvements sociaux qui s'intéresse aux mouvements de la fin du XX^e siècle avec les travaux d'Alain Touraine¹¹ sur les NMS (« Nouveaux Mouvements Sociaux ») ne permet pas non plus de saisir les revendications libertariennes. Les nouveaux mouvements sociaux étant portés par des valeurs post-matérialistes et privilégiant un répertoire d'action peu institutionnalisé et relativement innovant, se trouvent être farouchement incompatibles avec une philosophie pro-capitaliste et individualiste.

Pour reprendre le modèle de Hanspeter Kriesi¹², le mouvement libertarien a su créer une représentation politique par le biais des Parti Républicain et Libertarien, et une

9. Nous choisisons d'utiliser l'expression *think-tank* pour l'ensemble du mémoire.

10. Stephen HILGARTNER et Charles BOSK, « The Rise and Fall of Social Problems », *American Journal of Sociology*, vol. 94, 1988, p.53-78.

11. Alain TOURAINE, *La voix et le regard : Sociologie des mouvements sociaux*, Paris, Le Seuil, 1978.

12. Voir en Annexe 1 la représentation graphique du modèle.

Hanspeter KRIESI, « Sviluppo organizzativo dei nuovi movimenti sociali e contesto politico », *Rivista italiana di scienza politica*, vol.23, 1, 1993, p.67-117.

mobilisation politique importante par et avec les *think-tanks* et des communications à destination des leaders politiques, de ce fait, il ne requiert donc pas unanimement la participation directe des adhérents et se distingue par une forte orientation vers les autorités.

Le libertarianisme se distingue aussi pour être un objet construit aux États-Unis mais dont les origines sont mixtes. Ce courant politique s'est développé dans le sillage d'une tradition libérale ainsi qu'avec les influences des courants anarchistes individualistes, mais ses premiers tenants, à l'instar de Murray Rothbard, ont repris à leur compte une littérature libérale française du XIX^e siècle, représenté notamment par Benjamin Constant, Jean-Baptiste Say ou Frédéric Bastiat. Ce courant se trouve pourtant avoir été peu exporté. Si des partis et mouvements se revendiquant du libertarianisme existent dans d'autres pays anglo-saxons (Canada, Royaume-Unie) ou en Europe, ceux-ci ne sont pas de taille similaire au Parti Libertarien états-unien. Aussi, ce qui caractérise cet objet théorisé dans les années 1970 est la littérature scientifique qui s'y rapporte : outre une littérature anglo-saxonne théorique riche en science politique, économie ou philosophie, peu de travaux ont traité du libertarianisme en tant qu'objet sociologique. Le libertarianisme est devenue un objet médiatique aux États-Unis ces dernières années, renforcé par les coups d'éclat du mouvement Tea Party de 2010 et de la candidature à la présidentielle du libertarien Ron Paul en 2012. En France, le libertarianisme connaît sa première traduction en 1978 sous la plume d'Henri Lepage¹³, traduit de l'anglais « libertarian », terme lui-même issue de la plume de l'anarchiste français Joseph Déjacque¹⁴ exilé aux États-Unis qui crée le néologisme « libertaire ». La littérature française peut se trouver dans les ouvrages de Sébastien Caré (2009, 2010), qui proposent une approche théorique¹⁵ du mouvement ainsi qu'une sociologie de celui-ci aux États-Unis¹⁶. Rédigés en français, le premier ouvrage tend à dresser une encyclopédie du libertarianisme : les références littéraires, philosophiques, les acteurs, les termes ainsi que les mouvements. Dans le second ouvrage, l'auteur s'appuie sur les travaux de sa thèse pour livrer un tableau de l'organisation du mouvement libertarien aux États-Unis. Les

13. Henri LEPAGE, *Demain le Capitalisme*, Paris, Hachette, 1978.

14. Joseph DÉJACQUE, « *De l'Être-Humain mâle et femelle* », Lettre à P.J. Proudhon, Nouvelle-Orléans, 1857.

15. Sébastien CARÉ, *La pensée libertarienne : Genèse, fondements et horizons d'une utopie libérale*, Paris, Presses Universitaires de France, Fondements de la politique, 2009.

16. Sébastien CARÉ, *Les Libertariens aux États-Unis : Sociologie d'un mouvement asocial*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, Collection Res Publica, 2010.

occurrences les plus anciennes et parmi les seules du libertarianisme dans la littérature française se trouvent être sous la plume des « importateurs » de la notion en France, à l'instar de Pierre Lemieux¹⁷ et Henri Arvon¹⁸ qui plancheront à faire découvrir sous l'angle économique et philosophique l'anarcho-capitalisme à leurs contemporains et le mouvement libertarien implanté dans les années 1980 outre-Atlantique. Le libertarianisme a connue donc une exportation malgré sa faible présence dans la littérature scientifique francophone, alors même que les termes « libertariens », « libertarisme » ou « libertarianisme » sont de plus en plus plébiscités sur le web francophone¹⁹, le libertarianisme a finit par recevoir l'attention de la presse²⁰. Aussi, depuis 2010 ont fleuris un ensemble d'initiatives libertariennes ou d'inspiration libertarienne visant à faire exister le mouvement en France. Un *Mouvement des Libertariens* fondé en 2013 a donné l'émergence du *Parti Libertarien Français*²¹ en 2016, ou le *think-tank Génération Libre* fondé en 2013 par le philosophe Gaspard Koenig qui se revendique « libéral » sans toutefois renier une inspiration libertarienne²². Engagés dans la diffusion des textes des penseurs libéraux français de différentes tendances, l'*Institut Coppet* fondé en 2010 revient aux sources du libéralisme avec les penseurs français des XVIII^e et XIX^e siècles dont les écrits de Friedrich Hayek ou de Murray Rothbard s'inspirent.

Afin donc de combler un trou dans la littérature, nous nous proposons d'apporter des éléments de compréhension sur le libertarianisme en France et d'en tracer les contours. Nous avançons aussi que comprendre l'existence et la stratégie du mouvement libertarien en France par le biais de l'utopie. Comment l'utopie libertarienne travaille en France ?

Pour introduire notre recherche, nous reprendrons la contextualisation du libertarianisme, dans son histoire, ses racines théoriques et son déploiement. Pour cela, nous nous appuyerons sur une littérature issue de l'histoire des idées, de la théorie politique ainsi que la sociologie politique. Notre mémoire prend aussi appui sur différents travaux

17. Pierre LEMIEUX, *Du Libéralisme à l'anarcho-capitalisme*, Paris, Presses Universitaire de France, Libre échange, 1983.

18. Henri ARVON, *Les Libertariens américains : De l'anarchisme individualiste à l'anarcho-capitalisme*, Paris, Presses Universitaires de France, Libre échange, 1983.

19. Voir Annexe 2.

20. Nous pouvons citer Guillaume GENDRON, « Les libertariens sont parmi nous », *Libération*, 17 Septembre 2015 ou Kévin BOUCAUD-VICTOIRE, « Chez les libertariens, la liberté d'expression est totale, tout comme la responsabilité des propos », *Marianne*, 29 Avril 2022.

21. Voir le site web du Parti Libertarien français: <<https://www.partilibertarien.fr/>>

22. Nous reviendrons plus en détail sur la définition de ce *think-tank* dans la seconde partie. Mais nous pouvons aussi citer des appellations propres aux intéressés, voir : Pascal RICHE, « Les credo de Gaspard Koenig, le seul libertarien de France (ou presque) », *L'Obs*, 26 Janvier 2017.

interdisciplinaires réalisés sur le libertarianisme ou le libéralisme. Nous reprendrons comme ces travaux, les entretiens semi-directifs issus de la méthodologie des sciences sociales. Nous avons donc mené un total de cinq entretiens avec des personnes issues de différentes organisations autour de leurs parcours, de la structure dans laquelle ils évoluent, ainsi que leurs approches respectives sur le libertarianisme. Les entretiens nous permettront de faire parler notre terrain et le contextualiser au mieux afin de restituer les stratégies des acteurs autour de l'utopie libertarienne.

Dans une première partie nous reviendrons dans un premier chapitre sur l'histoire du libertarianisme aux États-Unis, ses origines théoriques et son institutionnalisation à partir de la fin des années 1960. Cet enjeu de contextualisation est nécessaire pour un objet théorique originaire de ce pays, et nous permettra d'impliquer des concepts propres au libertarianisme plus tard dans le développement. Dans un second chapitre restituerons une – brève – histoire de la circulation des idées libertariennes en France. Nous reviendrons sur leur introduction par les cercles d'économistes libéraux et sur leur cheminement dans les sphères libérales jusqu'à aujourd'hui et notre terrain. De ce chapitre, nous comprendrons le contexte d'émergence de celui-ci et la spécificité qui y est lié. Dans une seconde partie, nous partirons de notre terrain pour expliquer dans un premier chapitre le déploiement de l'utopie libérale en France. Nous reviendrons sur les organisations qui s'en revendiquent, leurs stratégies, parallèles ou opposées, et objectifs pour comprendre le déploiement récent de l'utopie libertarienne sur notre territoire. Enfin, nous avancerons dans un dernier chapitre que le libertarianisme s'incarne au travers d'une nouvelle génération de militants, de cercles d'interconnaissances et par libertarianisme investie de manière particulière en France, fort d'un mélange entre l'expérience d'outre-Atlantique et une tradition libérale nationale.

Partie I – Approcher le libertarianisme : des origines théoriques à son importation en France

En tant que philosophie et mouvement politique, le libertarianisme est née aux États-Unis sous la plume de différents penseurs qui forgeront de multiples tendances. L'intention de cette partie est de revenir sur les origines théoriques et politiques du libertarianisme et expliquer son institutionnalisation et ses pratiques aux États-Unis. Nous reviendrons donc sur le long chemin de formation du libertarianisme qui aboutira à son institutionnalisation au tournant des années 1970, les pratiques qui ont été développées depuis sont un point d'appui nécessaire pour comprendre l'importation, l'émergence et la structuration du libertarianisme en dehors des États-Unis et donc, en France.

Chapitre 1: Le libertarianisme : voyage d'une philosophie des États-Unis à la France

Aux origines du libertarianisme aux États-Unis (avant 1969).

« L'un des aboutissements de cet effort de renouvellement de la pensée économique moderne est l'apparition sur l'échiquier politique américain d'un nouveau mouvement idéologique – le mouvement « libertarien » – qui ne représente encore qu'une toute petite frange d'intellectuels marginaux [...] mais qui offre l'originalité d'assurer une étonnante réconciliation entre une doctrine libertaire d'inspiration nettement contestataire [...] et un plaidoyer forcené pour la réinvention d'une société capitaliste fondée sur le *laissez-faire* le plus intégral²³. »

Cette présentation éloquente d'un mouvement « nouveau », « marginal » mais qui a le mérite d'être innovant et solide, représente la première traduction française du mot *libertarian*. Faite par Henri Lepage, cet ancien étudiant de l'Institut d'Études Politiques de Paris et de l'Université du Colorado aux États-Unis, fait grand bruit en 1978 avec ce livre annonçant ce qui sera le nouveau paradigme économique libéral, en se faisant

23. Henri LEPAGE, *op. cit.*, p.55

le critique acerbe du paradigme keynésien, dominant pendant les années d'après-guerre. L'auteur témoigne de la place encore marginale dont disposaient les libertariens aux États-Unis, forts de deux campagnes présidentielles mais souffrant toujours d'être une église avec peu de fidèles. Ce livre entend importer par sa traduction et ses explications, un objet encore inconnue au-delà des cercles d'initiés. Avec ses collègues qualifiés de « nouveaux économistes », Lepage jette la lumière sur un mouvement qu'il présente comme « nouveau » : Si le mouvement libertarien tel qu'il se présente dans les années 1970 est institué depuis relativement peu de temps, il est aussi l'héritier d'une longue tradition libérale et anti-étatiste qui trouve ses origines aux États-Unis et en France²⁴. La lignée libérale sur le plan philosophique et économique est institué parmi les penseurs français du XVIII^e et XIX^e siècles dont Rousseau, Tocqueville, ou le défenseur de l'individualisme libéral Frédéric Bastiat. Des auteurs libertariens comme Murray Rothbard et Robert Nozick se sont aussi revendiqués de John Locke pour sa notion d'« état de nature » dont ils partent pour justifier que l'État est un mal à éradiquer pour le premier, et que malgré ses défauts, celui-ci peut exister sous une forme minimale chez le second. A cela il faut ajouter l'influence des penseurs états-uniens de la lignée « constitutionnaliste », en faveurs d'une stricte délimitation de l'État aux domaines prévus par la constitution comme Thomas Jefferson accompagnés des précurseurs de l'anarchisme individualiste du même pays comme Henry David Thoreau et Lysander Spooner.

La pensée libertarienne trouve donc des racines assez anciennes, qu'elle puise dans une culture anarchiste et libérale, autant française qu'américaine ; Car l'histoire du libertarianisme est aussi une histoire de la politique interne au son pays dans lequel il est né, notamment celle de la querelle à droite entre les isolationnistes et les interventionnistes et entre les progressistes et conservateurs. Cette histoire du libertarianisme a été excellemment réalisée par Sébastien Caré²⁵ en 2009, et montre les limites individualistes du mouvement, qui n'a pas su aller plus loin que les cercles militants. Murray Rothbard fait office de précurseur dans le mouvement libertarien, lorsqu'il dit se sentir déjà de tendance anarcho-capitaliste et isolationniste dès 1950²⁶. Peu nombreux à droite, ils font face à la montée de conservateurs interventionnistes qui vont reprendre la main sur le Parti

24. Cela reprend la thèse de Sébastien Caré (2010) mais aussi les auteurs plus anciens dont se réclament plusieurs des penseurs du libertarianisme.

25. Sébastien CARÉ, *op. cit.*

26. Murray ROTHBARD, « What's Wrong with the Liberty Poll or How I became a Libertarian », *Liberty*, Juillet 1988, p.55.

Républicain. Le contexte de la Guerre Froide achèvera de mettre en position de minorité numérique les isolationnistes œuvrant au sein du Parti Républicain, devant la montée des interventionnistes du camp Républicain. Face à cela, Rothbard entretient un petit cercle informel, nommé le « cercle Bastiat », un groupe d'amis constitué par d'étudiants de Ludwig Von Mises à New-York. Grand critique de la politique interventionniste des États-Unis il distille dans ses articles²⁷ de violentes diatribes contre les conservateurs qu'il voit comme « Le vrai agresseur » (« *The real aggressor* ») dans la Guerre de Corée. Rothbard trouve une ligne anti-conservatrice opposée à la ligne néolibérale qui se déploie au sein du parti et difficile à tenir à droite. À ce moment les discussions de son cercle, ne sont pas seulement sur des sujets économiques, mais débordent sur la philosophie et constituer la structure théorique du libertarianisme. De plus en plus en défaut de la ligne républicaine, son intention de vote pour le candidat indépendant de gauche T. C. Andrews aux élections présidentielles de 1956 marque la volonté de se démarquer des lignes partisans et préface les propos anti-politiques qui feront en partie sa célébrité.

Or, la création de réseaux libertariens ne peut se résumer qu'à l'histoire de Murray Rothbard, l'écrivaine d'origine russe Ayn Rand (née Alissa Zinovievna Rosenbaum) est un personnage important incarnant l'idéal du « Rêve Américain » : l'émigrée devenue scénariste à Hollywood, dont les livres seront adaptés au cinéma. Auteure d'un grand nombre de romans, *Atlas Shrugged* (traduit en français *La Révolte d'Atlas* puis *La Grève* dans son édition la plus récente), fait office de best-seller libertarien. Le livre de 1957²⁸, est une exaltation de ce qui fera l'objectivisme randien : c'est une ode à l'individualisme, qui érige en vertu cardinale l'égoïsme. Dans ce roman, le personnage John Galt, membre d'une communauté utopique capitaliste, *Galt's Guch (le ravin de Galt)*, est l'inventeur d'un moteur fonctionnant à l'énergie statique. Il refuse de partager sa technologie avec les masses, rien de pire chose qu'un individu dépendant des autres : la charité apporte plus de mal que l'individualisme. Ce refus provoque une grève des « victimes », ceux laissés à l'écart de son invention. Sans même une notion d'économie, le livre semble se lire comme un traité : l'accumulation des vertus égoïstes peut faire triompher le marché et tomber les gouvernements. John Galt, en homme de la révolution énumère sous la voix d'Ayn Rand ce qui fait peser un poids trop grand sur les sociétés : les gouvernements et leurs règles,

27. Murray ROTHBARD, [sous le pseudonyme de HERBERT Auberger], « The real aggressor », *Faith and Freedom*, Avril 1954.

28. Ayn RAND, *Atlas Shrugged*, New York, Signet Book, 1957.

mais aussi la pitié ou la charité. Provoquant un tel désordre et un chaos économique, il lance un ultimatum que les gouvernements ne peuvent relever, ils doivent en conséquence se retirer et la liberté vainc par le symbole du dollar que John Galt trace avec le doigt pour conclure l'ouvrage. Le succès du livre ne convertit pas les États-Unis au libertarianisme, qui n'est qu'embryonnaire, mais s'inscrit comme le premier d'une lignée de romans d'auteurs nord-américains d'inspiration libertarienne. Le livre est encore une des références les plus cités parmi les libertariens, et vient inscrire un peu plus la tradition libertarienne dans le roman, il sera suivi par *Révolte sur la Lune* de Robert Heinlein, sortie une décennie plus tard.

Mais la position d'Ayn Rand n'en fit pas la porte-parole idéal pour structurer un mouvement : son individualisme exacerbé est critiqué à gauche comme à droite. Ses écrits sont influents et plusieurs de ses lecteurs rejoignent rapidement les rangs des libertariens. Ses positions anti-conservatrices ne sont pas tout à fait les mêmes que Rothbard car celles-ci se limitent à critiquer le poids des traditions et de la religion : en rationaliste extrême, elle comme John Galt refusent toute alliance avec le surnaturel ou le religieux, et encore moins avec les traditions qui écraseraient l'humain sous le poids de contraintes irrationnelles. Sans nul doute, ce positionnement ne pouvait s'aligner sur celui de la *Old Right*, et tout le camp conservateur en général. Sa rigidité morale l'a donc rendue plus clivante : exigeant avec ses disciples une rigueur de fer, faisant de son cercle un culte, elle se veut intransigeante avec ses adversaires et s'aliène autant son opposition que ses alliés potentiels. Sa position d'être radicale pour le capitalisme est pour autant purement libertarienne, elle semble répondre à l'appel d'Hayek pour créer une génération de défenseurs du capitalisme, soucieux d'ériger une utopie libérale. Son ardeur anti-communiste sera d'autant plus forte que qu'anti-conservatrice, accusés de maux différents mais tout aussi graves aux yeux de son objectivisme. Or Rand, comme précisé précédemment, ne peut développer l'aspect économique de ses livres d'autant qu'elle ne possède pas les notions nécessaires pour s'y aventurer : si Rothbard est un économiste avéré, touche-à-tout durant sa vie endossant aussi la casquette de philosophe, ce qui fera l'union libertarienne ne peut donc aussi se faire qu'avec l'aval d'économistes reconnus. Mais dans les années 1950 encore, Rothbard n'a rien d'une célébrité hors des cercles militants, et n'a pas la stature d'Hayek ou de Von Mises, considérés comme les noms les plus importants de l'école autrichienne, et vivement encensés par ce dernier. Bien que

n'employant pas publiquement le terme de « libertarien », ces livres sont suivis de près par les libertariens, ce qui est une position partagée par des économistes français du groupe des « nouveaux économistes » comme Jacques Gareilo ou Pascal Salin qui bien que partageant nombre de positions et de collaborations, ne s'emploieront pas à afficher une étiquette « libertarienne ». L'enjeu pour le naissant mouvement libertarien dans les années 1950 et 1960 est une lutte de survie contre le camp conservateur, qui continue d'être le porte-voix de la droite américaine avec le Parti Républicain.

L'institutionnalisation du mouvement libertarien après 1969 : l'union sous l'utopie.

La guerre du Vietnam sera le formidable cheval de bataille d'une coalition surprenante : celle de la *New Left*, anti-autoritaire et aux penchants libertaires (issue de la *Beat Generation* et les livres de Jack Kerouac) et les libertariens. Trouvant de nombreux points communs, cette alliance réussira à fédérer une jeunesse opposée à la guerre, et verra les libertariens rejoindre brièvement le *Peace and Freedom Party*. Cette alliance correspondait à la stratégie menée par Rothbard : aller chercher à droite et à gauche, et déborder des partis par un côté ou l'autre²⁹. Dans cet article (cité précédemment), Rothbard construit les ponts de l'alliance idéologique qui donnera une des bannières du libertarianisme : en se prononçant contre la guerre au Vietnam ou faisant l'apologie de Che Guevara pour son anti-impérialisme, il ne traduit pas non seulement ses positions isolationnistes et anti-autoritaires, mais la capacité à déborder à gauche et à droite économiquement des partis. En soit, il reprend la synthèse libertarienne qui préfigurera dans la fondation du Parti Libertarien en 1971 : le libertarianisme n'est pas tant de droite ou de gauche, mais à droite et à gauche. Sur ces bases se fonde en 1968 le *Libertarian Forum*, poussé par l'élan radical de la jeunesse américaine et des événements de la fin des années 1960³⁰.

En réaction à la décision de Richard Nixon de suspendre la convertibilité du dollar en or motive un groupe de libertariens, opposés à cette intervention étatique qu'ils considèrent comme grave, à se regrouper en réaction chez David Nolan, un jeune militant libertarien, dans le Colorado. Déçus des alliances récentes, et alors que le mouvement

29. Murray ROTHBARD, « Confessions of a Right-wing Liberal », *Ramparts*, VI, 4, 15 Juin 1968.

30. Nous pensons là aux différents événements sociaux et culturels associés à la jeunesse d'après-guerre : le mouvement hippie, les manifestations contre la guerre du Vietnam à partir de 1965 ou les émeutes de Watts d'Août 1965.

revenait à l'implosion après avoir admis différents horizons, ils décident de créer un porte-bannière officiel pour le libertarianisme³¹. Le programme du parti était alors un condensé de mesures progressistes sur le plan des mœurs et en faveur du retrait de l'État sur tout un tas de domaines. Profitant de l'élection présidentielle de 1972, ils proposent le professeur de philosophie John Hospers en candidat. Malgré un faible nombre de voix face au couple Démocrate-Républicain, leur coup d'éclat est l'obtention de la voix d'un grand électeur Républicain de Virginie, qui ne vota donc pas pour Richard Nixon. La voix de Roger MacBride a propulsé le Parti Libertarien dans les médias qui s'empressèrent d'écrire sur l'évènement³², et recueillir les raisons de l'intéressé qui ne cacha pas ses affinités libertariennes. En outre, il sera le futur candidat à la présidentielle pour les libertariens en 1976, et aidera à financer sa campagne en produisant la série *La petite maison dans la prairie*, dont il avait hérité des droits par la romancière Rose Wilder Lane. Cette série qui sera un retentissant succès aux États-Unis a la particularité de ne pas faire apparaître de représentant du gouvernement et de répondre à différents idéaux isolationnistes et individualistes, un porte-étendard parfait pour les valeurs libertariennes³³.

Le Parti Libertarien réussit à récupérer de nombreux fonds dans ses premières années : outre la fortune de Roger MacBride, ils reçoivent aussi le soutien des frères Koch dont le frère Charles est le plus proche de la mouvance libertarienne, magnats du pétrole et à la tête d'un conglomérat important. Les moyens considérables investis pour la campagne présidentielle de 1976 promettaient une grande visibilité dans les médias nationaux par des spots publicitaires et l'investissement croissant des libertariens dans les sphères de débat et le libertarianisme trouvera là son credo : investir le champ des idées pour faire exister les idées libertariennes et les présenter comme une alternative crédible au système en place, mais se présentent aussi comme l'alternative à un système politique américain « rigide » et bipolaire. La maturité intellectuelle du mouvement dépendra donc de leur capacité à produire ces idées et participer à leur diffusion, ce qui ne pouvait être contenu qu'au sein d'un parti politique. Mais celui-ci aura l'avantage de réunir dans ses premières années quasiment tous les grands noms du libertarianisme à commencer par Murray Rothbard, qui

31. Anthony RIPLEY, « New Party Makes a Debut in Denver », *New York Times*, 6 Février 1972.

32. Nicholas VON HOFFMAN, « A thinking man's first vote, and maybe his last », *The Washington Post*, 18 Décembre 1972.

33. Voir Judith THURMAN, « A Libertarian House on the Prairie », *The New-Yorker*, 16 Août 2012, et Dylan MATTHEWS, « Is 'Little House on the Prairie' a libertarian parable ? », *The Washington Post*, 15 Août 2013.

avait fini par consentir à l'idée, mais sans Ayn Rand, qui y voyait une menace pour le Parti Républicain.

Soucieux d'investir encore plus, les mécènes Koch participeront à la création du *Cato Institute*, qui se voulait être le premier *think-tank* libertarien, qui devait exister à Washington près des lieux de pouvoir pour représenter l'alternative au sein du monde des idées, mais qui fut initialement fondé à San Francisco. Ce *think-tank* avait pour première mission de participer à l'élaboration d'un corpus doctrinal libertarien qui se voulait intransigeant sur les valeurs : il devait incarner la radicalité du projet. Le Parti Libertarien ainsi que tous les organes de presse libertariens comme *Libertarian Review* ou *Inquiry* furent déplacés à San Francisco pour faire de la ville le centre névralgique des libertariens : l'union était pleine et le mouvement se trouva à son apogée, consolidés par les moyens financiers des frères Koch. Au tournant des années 1980 le corpus libertarien se trouve grandement étoffé par la vitalité du mouvement et de ses intellectuels, ce qui permet une fidèle représentation de toutes les tendances. Plusieurs grands intellectuels ont pu se mobiliser et contribuer à la représentation du libertarianisme dans les universités, on y retrouve David Friedman, Murray Rothbard, Walter Block, Robert Nozick, James Buchanan ou Israel Kirzner. Le mouvement voyait l'union des diverses tendances allant de l'anarcho-capitalisme à l'objectivisme jusqu'au minarchisme, c'était la réunion brève et quasi-paradoxe d'individualistes sous la bannière d'une commune utopie, qui envisage l'épanouissement des libertés à court terme, avant la fin de l'État. Or le mouvement a bien incarné au moins une fois dans son histoire ce qui caractérise le paradoxe libertarien, individualistes et difficiles à faire cohabiter, les militants semblent saborder d'eux même le projet. À mesure qu'il s'est institutionnalisé et rapproché de ses concurrents socialistes et conservateurs, les voix dissidentes se font entendre. Entre un camp tenant de la rigueur théorique qui refuse la conquête du pouvoir institutionnelle et une autre tendance qui souhaite profiter de cet élan pour prendre d'assaut les urnes aux États-Unis, la force du choix d'orientation du projet finit par les éloigner de l'utopie libertarienne³⁴. Sa mobilisation ramène le mouvement à devoir formuler des propositions concrètes et sortir de la marginalité depuis laquelle il s'était élancé.

34. Sébastien CARÉ, *op. cit.*

La désunion du mouvement : la multiplicité des libertarianismes et le retour à la marginalité.

L'élection de Ronald Reagan en 1980 fut de façon peu surprenante le début de la fin de l'union libertarienne. Élu sur une rhétorique anti-gouvernementale, pro-capitaliste et reprenant à son compte les valeurs familiales de l'Amérique traditionnelle, il obtint le retour d'une vague de libertariens qui s'empressèrent de revenir dans les rangs Républicains et acter la perte de vitesse d'un mouvement qui lui était concurrent. Celui qui tenait *La Petite Maison dans la Prairie* pour sa série préférée réussit à en vendre l'idéal et en tirer un gain politique. Ce qui s'en suit est l'histoire de la désunion d'un mouvement en proie à la guerre entre deux clans : ceux qui ne voulaient pas transiger sur la pureté idéologique libertarienne, et ceux qui se disaient prêts au compromis, en profitant de l'atmosphère libérale sous Reagan. Rothbard en tête de ligne du premier clan³⁵ finit par l'emporter au prix de voir s'en aller l'ensemble de l'autre clan : les frères Koch décidèrent d'arrêter les financements du parti, et le *Cato Institute* s'installa à Washington, signe d'une quête de respectabilité. Murray Rothbard finit par se rapprocher des idées conservatrices après avoir flirté avec la gauche libertaire dans les années 1960, pour finir complètement en retrait du reste des libertariens. De même pour Robert Nozick, longtemps vu comme un des noms les plus connus du libertarianisme par son ouvrage *Anarchie, État et Utopie*³⁶ de 1974, défendant une position minarchiste (qui justifie l'existence d'un *État minimal* donc modérée), se retira aussi du Parti Libertarien, sans n'avoir jamais été très actif dans le mouvement.

La désunion est en fait assez importante pour ne plus parler de « mouvement » au sens où celui-ci n'avait plus ni les méthodes (coûteuses) pour exister médiatiquement et politiquement et s'institutionnaliser et ni même des intellectuels pour le représenter, au fur et à mesure que ceux-ci se retiraient, ou mourraient. Les années 1970 ont marqué une période d'apogée pour ce qui s'est réellement constitué en mouvement. Regroupant des conservateurs déçus, des libertaires venus de gauches, des anarchistes et des défenseurs ardu du marché, le libertarianisme a su s'offrir l'ardeur d'un mouvement : doté d'un parti qui pouvait financer des campagnes politiques visibles, de *think-tanks* aux moyens

35. Justin RAIMONDO, *An Enemy of the State : The Life of Murray N. Rothbard*, New York, Prometheus Books, 2000.

36. Robert NOZICK, *op. cit.*

importants pour recruter dans les universités et y avoir une influence, et enfin d'organes de presses tant à destination d'un public initié que d'un public néophyte. Le morcellement du mouvement voit donc émerger la multiplicité des tendances, tant idéologiques (anarcho-capitalistes, minarchistes, paléolibertariens, etc) que stratégiques (pour ou contre la politique, l'élargissement de la base de militants, etc). Les *think-tanks* sont concurrents, il existe des libertariens en dehors du Parti, mais ceux qui ont fait les grands noms du libertarianisme sont progressivement morts (à commencer par une génération plus ancienne d'économistes dont Milton Friedman, Friedrich Hayek, Ludwig Von Mises, ou le grand nom du libertarianisme Murray Rothbard, suivis d'autres noms importants comme Ayn Rand et Robert Nozick qui ont aussi disparus).

Le libertarianisme possède autant d'institutions et de stratégies que de tendances : allant des paléolibertariens (ou libertariens-conservateurs, n'appréciant que guère les mœurs libérées et l'influence libertaire sur le mouvement), les libertariens randiens (ne s'alignant pas ou rarement sur les libertariens par individualisme) ou encore les libertariens libertaires, qui se déclarent très ouverts sur les questions sociales et de mœurs. Les libertariens se sont grandement agités sur des questions sociales, qui ont contribué à les diviser : notamment sur la dépenalisation des drogues, des droits homosexuels, de l'avortement³⁷ ou des droits des minorités ethniques. Si les libertariens arrivent par exemple à s'accorder sur un principe commun : c'est sur celui de limiter les règles. Mais lorsque vient la question des comportements en eux-mêmes, la frange conservatrice s'est illustrée pour ses condamnations morales (notamment de l'homosexualité, de l'usage de drogues ou de l'avortement) et opposés à combattre les discriminations ou les propos injurieux sur la base du libre consentement des individus et de leur liberté d'expression.

Si le mouvement est plus désuni qu'il ne l'était, les expériences passées et le corpus théorique libertarien ont contribué à forger un ensemble de stratégies sur lesquelles se repèrent le mouvement et qui constituent des éléments précieux à notre égard, d'autant que nous avons observé les transferts de stratégies et d'organisation du terrain *primaire* (les États-Unis) à un terrain *nouveau* (la France). L'histoire du libertarianisme tient donc au passage d'une institutionnalisation qui se fait à l'unisson, voyant la pleine coordination du

37. Sur ces sujets, les deux positions ont été défendues, et certains auteurs ont tenté de schématiser les arguments en faveur d'un libertarianisme plus « progressiste » ou plus « conservateur ». Voir sur l'avortement : Edward FESER, « Self-Ownership, Abortion, and the Rights of Children : Toward a More Conservative Libertarianism », *Journal of Libertarian Studies*, vol.12, n°3, 2004, p.91-114 ou sur l'homosexualité : Ralph RAICO, *Gay Rights : A Libertarian Approach*, Washington DC, Libertarian Party, 1976.

politique et de l'intellectuel (au début la production intellectuelle était cantonnée aux organes de presse avant que le premier *think-tank* vienne soutenir le parti politique) se désintégrer au profit de la désunion. Le mouvement se retrouve pris dans la lutte entre les intransigeants abolitionnistes à la Rothbard et les gradualistes, dont la stratégie avait été posé par Hayek³⁸, qui voyait plutôt la nécessité d'effectuer différents petits changements et d'évaluer les effets sans démolir la structure, ce qui causerait plus de problèmes que de bénéfices. Cette scission crée la tension dans laquelle se trouvent les libertariens au pic de leur notoriété, ils peuvent saisir l'opportunité de l'institutionnalisation politique et pousser un agenda gradualiste, en s'appuyant sur des alliés de circonstance ou attendre de s'investir qu'au moment où se crée une vraie possibilité d'entraîner la chute de l'État. Or cette deuxième option, si elle est alléchante pour les nombreux libertariens, arrive difficilement et ne risque pas de se produire à court terme. Les gradualistes leur reprochent qu'attendre est un coût supplémentaire à assumer et peut leur faire perdre le soutien de militants et de citoyens, lassés par l'inaction.

Installé dans le paysage politique depuis aujourd'hui un peu plus de cinquante ans, le Parti Libertarien a pu se faire un nom, mais n'a plus connu les succès électoraux de ses premières années. L'éclatement de l'électorat libertarien, qui s'étend au Parti Républicain est aussi le signe que nombre de libertariens se retrouvent dans ce parti ou dans la stratégie de l'entrisme, à l'instar de Ron Paul, représentant Républicain du Texas pendant toute sa carrière mais aussi passé par le Parti Libertarien. Le parti n'est plus non plus appuyé par un *think-tank*, séparé depuis plusieurs décennies avec le *Cato Institute*, aujourd'hui à Washington avec une stratégie d'institutionnalisation claire, et le *Von Mises Institute* se trouve dans l'Alabama, loin des cercles de pouvoir et refusant de s'adosser au monde politique comme aux institutions en général. Le libertarianisme a pourtant bien existé en dehors du parti, et à commencer dans les coalitions et alliances des libertariens avec leurs alliés conservateurs du Parti Républicain. Outre les stratégies d'entrisme, la complémentarité des deux mouvements s'est illustrée dès la fin des années 1960 ou pour l'élection de Ronald Reagan en 1980. Se basant sur des rhétoriques libérales en faveur du libre-échange et d'un État – sinon inexistant – réduit dans ses prérogatives, l'utopie libertarienne a pu exister dans d'autres partis et avec des alliés, dont les anarchistes

38. Friedrich A. HAYEK, « The Intellectuals and Socialism », *University of Chicago Law Review*: Vol. 16, n°3, 1949, p.417-433.

individualistes et autres libertaires qui furent leurs compagnons de route à gauche au tournant des années 1970.

Partant de là, nous nous appuierons à construire une histoire du libertarianisme à la française : une histoire encore non couverte par la littérature scientifique. Celle-ci peut être reconstruite en s'intéressant à la circulation des idées libertariennes au sein des cercles libéraux et néolibéraux de la droite française depuis les années 1970. En effet aucune littérature ne couvre l'existence du libertarianisme en France, si ce n'est au travers des références qui y sont faites. L'objet nous paraîtra récent au vu des organisations dont nous traiterons ou même inexistant tant celui-ci est peu représenté dans le débat public, il est tout de même possible de le voir en action (qui est ce que nous traiterons en seconde partie). Son histoire serait donc avant tout l'histoire de l'existence des idées libertariennes dans le monde intellectuel, et particulièrement dans les sphères libérales qui se sont montrées, et cela est notre hypothèse, poreuses voire se sont fait le relai du libertarianisme.

Chapitre 2 : Circulation des idées libertariennes en France de leur importation à aujourd'hui.

Les « nouveaux économistes » et l'importation du libertarianisme (années 1970-1980)

« Ce qu'il doit s'efforcer de démontrer [le libéral] c'est que, quelles que soient les finalités et les préférences de l'ensemble de ceux qui forment le corps social, qu'elles soient matérielles, immatérielles, marchandes ou non marchandes, spirituelles, etc., le système capitaliste est le seul qui soit susceptible d'offrir au maximum de gens la possibilité de réaliser leurs propres choix de vie au minimum de coût³⁹. »

Comme nous l'avons vu précédemment, le libertarianisme a connu un certain retentissement médiatique aux États-Unis au milieu des années 1970 grâce aux campagnes présidentielles de 1972 et 1976. Cet élan, a été entretenu aussi par la présence d'universitaires, lesquels ont constitué la branche intellectuelle et théorique du mouvement et ont contribué à son expansion par les universités. Par ce biais, des économistes français dont font partie Henri Lepage, qui se nomment les « nouveaux économistes » se font connaître dans le sillage du best-seller *Demain Le Capitalisme* par leur présence médiatique. Un collectif de jeunes économistes lance dans *Le Monde* une tribune⁴⁰ invitant des personnalités politiques et économistes à débattre des problèmes économiques de la France, et ses membres constitueront pour bonne partie ce que sera le réseau des « nouveaux économistes ». Ce groupe de jeunes économistes ont pour point commun de proposer une version d'un libéralisme farouchement critique de l'État et d'adopter les outils de la science économique états-unienne, qu'ils tiennent des économistes fréquentant la Société du Mont-Pèlerin ou en suivant l'*American Economic Review*.

Si leur histoire s'inscrit dans celle des mouvements libéraux français, nous nous attelons à tirer du point de départ de l'importation du libertarianisme par les « nouveaux économistes » comme début de cette histoire en France. Dans sa thèse sur la diffusion et la réception du néolibéralisme⁴¹ en France, Kevin Brookes⁴² consacre aux « nouveaux

39. Henri Lepage, *Demain le Capitalisme*, op. cit., p.419

40. « Peut-on jouer avec l'économie ? 10 économistes lancent un défi », tribune publiée dans *Le Monde* du 7 mars 1978.

41. Nous utiliserons durant tout le mémoire l'écriture « néolibéralisme » plutôt que « néo-libéralisme », la première version étant la plus couramment utilisée nous la privilégierons.

42. Kevin BROOKES, « *Ce n'est pas arrivé ici* ». *Sociologie politique de la réception du néolibéralisme dans le système politique français depuis les années 1970*, Thèse de science politique, Université Grenoble

économistes » le rôle de diffuseurs de ces théories sur l'hexagone. De la même sorte, l'histoire du néolibéralisme en France a été consacré de nombreuses fois dans la littérature scientifique⁴³, et ce sont dans ces travaux que nous trouverons la circulation des idées libertariennes. Nous continuerons à raconter l'histoire de ce mouvement à partir de la décennie passée, qui n'est pas couverte par la littérature existante. Il nous est donc nécessaire d'établir ici la distinction entre le « néolibéralisme », et le « libertarianisme » : si les deux tendances renvoient au spectre libéral dont ils font partie, ceux-ci ne renvoient pas à la même méthode de gouvernance. Ces deux mouvements se rejoignent sur leur volonté de faire reculer l'État, si ce n'est que le libertarianisme se propose de le faire reculer et de le faire tomber. Le néolibéralisme s'accommode du pouvoir étatique dont il attend qu'il déploie l'intervention publique d'une certaine manière. C'est une pensée offensive qui souhaite faire « sauter les verrous réglementaires, législatifs ou corporatifs qui entravent la libre concurrence et à désengager l'État du secteur productif⁴⁴. » La pensée néolibérale provient en grande partie du colloque Lippmann, qui s'est déroulé à Paris en Août 1938, réunissant de nombreux économistes internationaux dont les français Maurice Allais, Jacques Rueff ou l'économiste autrichien Friedrich Hayek. Le colloque en vient à conclure qu'il faut repenser un libéralisme contre les méfaits du communisme, du planisme et des interventions étatiques dans l'économie. Loin d'être en porte à faux avec l'État et d'être anarchistes, les néolibéraux réimaginent ses modes d'intervention. C'est un acteur qui se contente de veiller au respect des règles, il établit un cadre légal qui alloue de larges libertés individuelles et économiques mais sanctionne les fraudes pour préserver ce marché. Or face à cette position, les libertariens refusent la concession d'être un pro-système et de soutenir la forme de l'État qu'ils jugent illégitimes. Même si la position minarchiste admet un *État minimal*⁴⁵, celui-ci possède des prérogatives encore plus faibles qui peuvent se limiter à la défense, ou un système de justice.

La particularité du groupe des « nouveaux économistes » est d'avoir été dans les réseaux de relai du néolibéralisme français et que plusieurs de ses membres se distinguaient par des positions personnelles plus libertariennes. Le groupe est constitué d'une douzaine d'économistes dont (la liste est non exhaustive): Jacques Garello

Alpes, soutenue publiquement le 3 Décembre 2018, 574 p.

43. Voir François DENORD, *Le néo-libéralisme à la française : Histoire d'une idéologie politique*, Marseille, Agone, 2016 et Lucien JAUME, *L'individu effacé ou le paradoxe du libéralisme français*, Paris, Fayard, 1997.

44. François DENORD, *op. cit.*, p.11.

45. Robert NOZICK, *Anarchy, State and Utopia*, *op. cit.*

(professeur à l'université d'Aix-Marseille), Pascal Salin (professeur à l'université Paris-Dauphine et ancien président de la société du Mont-Pèlerin), Gérard Bramoullé (professeur à l'université d'Aix-Marseille), Florin Aftalion (professeur à l'ESSEC), Jean-Jacques Rosa (professeur à Sciences Po Paris) et Henri Lepage (fondateur et président de l'Institut Turgot⁴⁶). Implantés dans les universités par leurs postes, ils sont membres pour beaucoup de la Société du Mont-Pèlerin et de l'ALEPS (Association pour la liberté économique et le progrès social, fondé en 1966). Dès la fin des années 1970 ils s'organisent pour apporter une réponse libérale aux économistes de gauche dont Jacques Attali, qui devient le conseiller économique de François Mitterrand pour donner une crédibilité scientifique au PS en vue des élections législatives de 1978 et de la présidentielle de 1980. Ils publient *L'économie retrouvée*⁴⁷ en 1977 pour défendre une science économique qu'ils doivent à l'École de Chicago (notamment représentée par Milton Friedman, Gary Becker ou George Stigler).

Engagés dans des réseaux transnationaux par la société du Mont-Pèlerin qui permet un mélange d'économistes internationaux (on y retrouve Friedrich Hayek, qui ne se revendiquait pas libertarien mais dont les libertariens se revendiquent, ou Milton Friedman), est une plateforme devenue le réseau d'échange des idées libérales. Kevin Brookes⁴⁸ montre qu'à ce titre, Henri Lepage et Pascal Salin seront particulièrement actifs au sein de cette organisation, qui contribueront à apporter les derniers travaux du libéralisme outre-Atlantique en France. Aujourd'hui, toujours impliqués à l'international et dans des revues sinon libérales, libertariennes, Pascal Salin et Gérard Bramoullé font partie du comité éditorial du *Journal Of Libertarian Studies*⁴⁹, la revue du *think-tank Von Mises Institute* et dont Murray Rothbard a été le rédacteur en chef. Les écrits libéraux et libertariens se diffuseront en France grâce à plusieurs initiatives. Florin Aftalion dirigera la collection « Libre Échange » aux Presses Universitaires de France qui verra l'édition d'ouvrages sur les libertariens⁵⁰, sur Hayek⁵¹. Dans la continuité de cette initiative, la collection « Bibliothèque Classique de la Liberté », publiera la traduction de différents

46. *Think-tank* libéral d'orientation libertarienne fondé en 1990.

47. Jean-Jacques ROSA et Florin AFTALION (dir.), *L'économie retrouvée : vieilles critiques et nouvelles analyses*, Paris, Économica, 1977.

48. Kevin Brookes, *op. cit.*

49. Liste du comité éditorial: <<https://jls.scholasticahq.com/editorial-board>>

50. Pierre LEMIEUX, *Du libéralisme à l'anarcho-capitalisme*, *op. cit.* et Henri ARVON, *Les libertariens américains*, *op. cit.*

51. Philippe NEMO, *La Société de droit selon F. A. Hayek*, Paris, Presses Universitaires de France, Libre Échange, 1988.

ouvrages libertariens dont *L'Éthique de la liberté*⁵² de Murray Rothbard, traduit par Pierre Lemieux. Ce groupe d'économistes avait pour but premier de proposer une alternative libérale à la France, proches des milieux politiques, leur investissement autour d'Alain Madelin démontre une volonté de mettre en œuvre un libéralisme politique. Si nous ne pouvons dire avec certitude les positions idéologiques de chacun des membres, des passages par des revues libertariennes sont un indicateur d'une sensibilité radicale. Pourtant, aucun écrit d'eux ne reprend à son compte l'utopie libérale d'Hayek ou un projet libertarien tel qu'exprimé outre-Atlantique. À l'exception d'Henri Lepage qui se fait le relai du « procès du *Welfare State* »⁵³ des libertariens états-uniens, et ouvre à différents moments du livre la réflexion sur l'utopie libertarienne, avec ses sensibilités anarcho-capitalistes propres, sur le retrait de l'État et les avantages d'un marché sans celui-ci.

À l'image du mouvement libertarien qui chercha des alliés de circonstances du côté des responsables politiques prêts à reprendre certaines de leurs idées, l'UDF en France fut un terreau approprié pour la création de réseaux libertariens. C'est en les personnalités de Raymond Barre, premier ministre (1976-1981) sous Valéry Giscard d'Estaing, et Alain Madelin (ministre sous le gouvernement Chirac de 1986 à 1988, le gouvernement Balladur de 1993 à 1995 et ministre des finances pendant seulement 3 mois en 1995 sous le gouvernement Juppé) que s'incarneront des programmes libéraux et la possibilité de diffuser ouvertement le libertarianisme dans la droite française.

Le programme commun⁵⁴ de l'UDF et du RPR de 1986 amorce une libéralisation du discours politique : réformes du travail, suppression de l'impôt sur la fortune, et réforme de la fiscalité des entreprises, le programme se veut à l'opposé des politiques du Parti Socialiste et des politiques des années 1970 qu'ils jugent trop timides. Si la victoire d'une coalition de droite en 1986 laisse penser à une percée libérale dans le gouvernement par l'UDF et des membres comme Alain Madelin, le succès se veut relatif. Ce dernier assume sa position libérale en coupant son propre budget en l'espace de quelques mois notamment en coupant un grand nombre de subventions accordées par son ministère.

Ses actions restent minoritaires dans un gouvernement largement dominé par la frange RPR, directement sous autorité d'Édouard Balladur. Les initiatives d'Alain Madelin

52. Murray ROTHBARD, *L'Éthique de la liberté*, Paris, Les Belles Lettres, Bibliothèque classique de la liberté, 2011.

53. Henri LEPAGE, *op. cit.*

54. « Plateforme pour gouverner ensemble », Programme commun RPR-UDF, signée le 16 janvier 1986 par Jean Lecanuet (pour l'UDF) et Jacques Chirac (pour le RPR).

seront contournées par le premier ministre Balladur qui décide de verser les subventions par le biais d'un autre ministère⁵⁵. De ce qui suit cet échec de tentative libérale, qui se referme à l'élection de François Mitterrand aux présidentielles de 1988, ne sera guère plus médiatisé ou important. En 1988, le candidat Raymond Barre est investi par l'UDF pour la présidentielle, sa campagne regroupe les soutiens du libéralisme de Madelin et finit 3^e derrière Jacques Chirac et François Mitterrand. Un de nos enquêtés nous avoue avoir été introduit au libertarianisme durant cette campagne par des militants UDF, où différentes tendances libérales cohabitaient :

« Je suis donc libertarien depuis 1988 et je peux le dater précisément, je me suis toujours intéressé à la politique, et à 17 ans j'ai participé à la campagne électorale de Raymond Barre, alors vous voyez ça mène à tout ! C'est l'époque où les personnes qui ont amené les idées libertariennes en France, des universitaires, avaient l'oreille de personnes au sein de l'UDF. C'est donc en collant des affiches pour Raymond Barre que j'en ai donc entendu parler pour la première fois, ce qui est assez paradoxal⁵⁶ ! »

En effet, après l'échec de cette parenthèse libérale, Alain Madelin décide de se ranger derrière Raymond Barre⁵⁷, seule alternative à Jacques Chirac et Édouard Balladur, qui avaient mis en minorité les libéraux à droite. Suite à l'épisode de 1986-1988, le mouvement libéral subsiste comme tendance au sein de la droite française sans être sur le devant de la scène, ils seront battus par la droite menée par Jacques Chirac en 1995. La dernière tentative de résurrection se fera en 2002 avec la candidature à la présidentielle d'Alain Madelin, dont le dernier poste au gouvernement datait de 1995, sous l'étiquette de son parti Démocratie Libérale. Il conserve la ligne d'un libéralisme radical qui agit sur le retrait de l'État et souhaite se poser en opposition à la droite et à la gauche. Or, il ne possède pas la même image rebelle dont ont pu bénéficier les libertariens durant les années 1970 avec Murray Rothbard, du fait de son passé à l'extrême droite qui lui est rappelé ainsi

55. « Alain Madelin, le libéral piège », *Le Monde*, 25 Avril 1987.

56. Jean-François Nimsgern, entretien réalisé le 18 Février 2023.

57. Jérôme PERRIER, « La parenthèse libérale de la droite française des années 1980. Le phénomène politique de la « bande à Léo » ou l'échec de la promotion d'un libéralisme *contre l'État* », *Histoire@Politique*, vol. 25, no. 1, 2015, p. 176-196.

que les échecs de ses politiques⁵⁸. Son score de 3,91 % en 2002 le poussera à se mettre en retrait de la politique par la dissolution de Démocratie Libérale.

Ces tentatives montrent comment sur une vingtaine d'années, un groupe d'économistes et d'hommes politiques ont tour à tour soutenus et organisés des initiatives de projet politique libéral. Or, après le dernier échec d'Alain Madelin en 2002, il semblait que les libertariens n'avait plus dans le débat public de discours avec lequel ils pourraient s'identifier.

De 2010 à aujourd'hui : la réorganisation d'un mouvement libéral

De la même façon que nous clôturons ce chapitre nous aimerions apporter la dernière pierre à cette histoire des idées libertariennes en France en ouvrant notre terrain. L'importation faite par les « nouveaux économistes » a été suivie d'initiatives politiques qui se sont achevées en 2002 avec la candidature d'Alain Madelin. Depuis, Alternative Libérale (fondé en 2002, dissout en 2011) ou le Parti Libéral Démocrate (fondé en 2008, dissout en 2018) entendaient reprendre la suite idéologique du parti Démocratie Libérale (dissout en 2002). Ces différents partis revendiquent une filiation libérale, mais leur disparition les exclus *de facto* de mon terrain exploitable. Ainsi, nous souhaitons amener notre terrain, héritier de la filiation libérale et qui représente le renouveau de l'utopie libérale en France sur la décennie passée. nous avons mené des entretiens auprès de différentes organisations, qui serviront de support à la deuxième partie du mémoire. Nous souhaitons pouvoir rendre compte de cette histoire récente, qui se construit toujours au travers de notre travail de terrain. Cette brève introduction entend marquer la « cassure » opérée entre « l'ancienne génération » (celle dont nous avons parlé précédemment) qui a finit par se retirer du monde politique ou intellectuel, et une nouvelle génération, soucieuse de défendre l'utopie libertarienne sous différentes formes.

Le forum « Liberaux.org »⁵⁹, lancé en 2002 constitue une plateforme d'échanges pour toutes les tendances libérales et libertariennes. Ce forum francophone a la particularité de regrouper un certain nombre de tendances autour de discussions libres sur des thèmes variés : en tant que site web il permet de pouvoir offrir à des libéraux et libertariens de différentes villes une place de discussion et de rencontres. Depuis le site, on

58. Antoine GUIRAL, « Le bras d'honneur de Robien à Madelin. Il reproche à Démocratie libérale son indulgence vis-à-vis du FN », *Libération*, 15 Août 1998.

59. Site web : <<https://forum.liberaux.org/>>

peut citer les initiatives « Wikibéral »⁶⁰ créé en 2005, encyclopédie du libéralisme sur la base de *Wikipédia*, et « Contrepoints »⁶¹, quotidien en ligne d'inspiration libérale et libertarienne dont le nom est issue de l'ancienne revue aronienne « Contrepoint », active dans les années 1970. Ces projets, toujours actifs aujourd'hui permettent de mesurer l'ampleur d'une audience libérale et libertarienne en France : « Wikibéral » revendique 150 000 visiteurs par mois (2015), et Contrepoints 2 000 000 de visiteurs par mois⁶².

Aux États-Unis, le mouvement « Students For Liberty », créé en 2008 aux États-Unis est une organisation étudiante d'inspiration libertarienne dont les buts affichés sont de partager les principes philosophiques de liberté avec les plus jeunes, aider au développement des pratiques militantes, et proposer des ressources, réseaux et infrastructures pour ses militants⁶³. L'organisation est affiliée à ses antennes dans différents pays dont la branche française fondée en 2011 sur le campus de l'université d'Aix-Marseille et étendue notamment aux villes de Paris, Grenoble ou Lyon. Students for Liberty agit comme un réseau militant transnational pour former aux techniques de militantisme et de lobbying au sein des *think-tanks*.

Sur le plan des *think-tanks*, *Génération Libre*, fondé en 2013 par le philosophe Gaspard Koenig, l'organisation se dit « libérale » et produit des rapports sur des thématiques de société avec pour ambition de « défendre les libertés »⁶⁴. La mouvance libertarienne et libérale a su se doter aussi d'un parti fondé en 2013 sous le nom de « Mouvement des Libertariens » avant de devenir le « Parti Libertarien » français⁶⁵. Peu investi dans les campagnes politiques, le parti cherche à faire exister dans le débat public une alternative libertarienne et appuyer ses thématiques. Enfin, l'*Institut Coppet*, fondé en 2010 est une association et maison d'édition dont l'objectif est de diffuser les textes et pensées des auteurs libéraux français, pour la plupart du XVIII^e et XIX^e siècle.

Ces trois organisations constituent l'ensemble de notre terrain, et « Students For Liberty » y est intégré par extension par les trajectoires de plusieurs des enquêtés que nous avons rencontré. En effet, comme nous le verrons, les différents organismes centrés autour de la pensée libertarienne existent comme un cercle d'interconnaissances et d'échange d'expériences militantes voire de militants. De la formation à la diffusion jusqu'à

60. Site web : <<https://www.wikiberal.org/>>

61. Site web : <<https://www.contrepoints.org/>>

62. Chiffres donnés par les administrateurs du site: <<https://www.wikiberal.org/wiki/Liberaux.org>>

63. Voir la présentation faite de l'organisation sur leur site: <<https://studentsforliberty.org/about-us/>>

64. Site web: <<https://www.generationlibre.eu/>>

65. Site web : <<https://www.partilibertarien.fr/>>

l'influence, le parcours d'un militant libertarien peut se situer à l'intérieur de ce circuit. Mais plus encore, le fonctionnement stratégique de ces organisations, qui en un sens sont complémentaires, et leur orientation commune sont en cassure par rapport aux anciennes organisations (comme l'ALEPS, le groupe des « nouveaux économistes » ou les tentatives de partis politiques libéraux). Ces associations et une « nouvelle » génération qui les a investis constituent un renouveau de la stratégie et de l'usage de l'utopie libertarienne en France.

Partie II - Le libertarianisme en France depuis 2010 : reconfigurations d'une utopie

« La victoire du libertarianisme ne peut se produire que si ses idées sont diffusées et adoptées par un assez grand nombre de personnes⁶⁶. »

Le libertarianisme reste emprunt, comme nous l'avions vu, d'une tension entre la volonté de se mettre en quête du pouvoir étatique pour le détruire, sans avoir à le prendre par la force ou l'institutionnalisation politique, source de compromis que n'acceptent pas les anarcho-capitalistes. Cette tension se joue avant tout sur le terrain des idées : outre la conquête politique traditionnelle, qui pourrait contenir des alliances partisans, c'est par là qu'il convient pour eux de s'investir. L'expérience du libertarianisme outre-Atlantique a montré les deux espaces (indépendants) de sa production idéologique : les *think-tanks*, et le parti politique. Or cette stratégie, qui a bien vite éclaté, ne plaisait déjà pas à tous les libertariens, dont certains ne souhaitaient pas jouer le jeu institutionnel, mais ne peuvent se résoudre non plus par conviction idéologique à imposer quelque chose à quelqu'un d'autre. Un enquêté me résume la position ainsi :

« Un libertarien ne veut pas avoir le pouvoir pour l'avoir, il le veut pour le détruire. Il ne veut pas décider pour vous mais au pire vous donner le choix.⁶⁷ »

C'est en cela que le libéralisme « radical » ou « intégral » se distingue des formes de stratégies du libéralisme classique : il est impensable pour certains libertariens (notamment les anarcho-capitalistes) de faire partie des institutions, mais tous refusent la coercition. Cela n'a pas empêché donc les libertariens outre-Atlantique de se mobiliser derrière une utopie qui a connu ses heures de gloire avec le Parti Libertarien qui fut le trublion de la scène politique états-uniennes dans la décennie 1970. Ce rapport complexe au pouvoir délimite le champ du possible des stratégies pour les libertariens, nous

66. Milton MUELLER, « The Movement », *Libertarien Review*, avril 1979, p.18.

67. Jean-François Nimsgern, entretien réalisé le 18 Février 2023.

aborderons les stratégies qu'ils emploient pour servir un objectif sans trahir des principes idéologiques. Ces stratégies s'incarnent dans diverses organisations aux buts différents mais qui se recoupent en un point : le plus important est de gagner « le combat d'idées⁶⁸ », faire entrer les thématiques libérales dans le débat public et proposer une alternative à un système politique qu'ils estiment sclérosés et non représentatif. Ce n'est donc pas une philosophie qu'on ne s'applique qu'à soi, car vivre selon ses principes libéraux implique un contexte institutionnel propice : libertés individuelles, civiles, économiques et dans une optique libertarienne un État minimal ou absent. Concurrentes ou complémentaires, les stratégies vont de la conquête des idées, au noyautage institutionnel jusqu'à la formation militante calquée sur le modèle des partis politiques. L'utopie libérale en France s'incarne selon un savant mélange d'anciennes et nouvelles stratégies qui se basent sur un bilan : il est difficile de faire advenir une société sans État mais il est plus facile de diffuser un sentiment anti-étatiste. Ils font aussi le bilan de ce qui a échoué dans le libertarianisme outre-Atlantique et dans les percées libérales en France, dont nous avons mentionné l'histoire, les succès et les échecs précédemment. Ceux-ci revendiquent autant un héritage libéral du XIX^e siècle marqué par les penseurs français, que le renouveau de cette pensée aux États-Unis par ses adeptes les plus radicaux : Ayn Rand, Murray Rothbard, Walter Block, Friedrich Hayek, etc. Dans cette partie nous aborderons donc notre terrain, qui selon nous, a investi un vide lasisé dans le champ libéral dans les années 2000. Nous aborderons avec ce qui se fait sur notre terrain la suite de l'histoire des idées libertariennes en France, qu'il convient d'actualiser. Notre cadre temporel commence se base donc sur la décennie 2010 et jusqu'à aujourd'hui, dans lequel ce terrain s'est construit et fonctionne.

Il est aussi important de préciser préliminairement l'emploi des termes dont nous ferons usage : tour à tour, nos enquêtés se définissent sous différentes étiquettes, ou sans étiquettes, mais s'accordent sur le sens donné à leur corpus idéologique, celui d'un libéralisme radical, le libertarianisme. Nous serons donc amené à employer le terme « libéral » entendu comme « libertarien ». Le premier terme est plus usité et répandu en France, il renvoie à une tradition philosophique et économique identifiée. Le second, est plus récent et issue de la traduction, que certains libertariens mettent de côté, de *libertarian*. Pour certains libéraux, il est donc plus important de se définir selon le terme plus connu, et non pas par une traduction qu'ils reconnaissent assez peu. Mais c'est aussi

68. Cette formule est employée par le *think-tank Génération Libre* dans sa présentation sur son site web, <<https://www.generationlibre.eu/explorer>>

une stratégie de présentation, le libertarianisme est associé à une plus grande radicalité, un individualisme exacerbé et la volonté d'abolir l'État. Si les enquêtés ne sont pas foncièrement en désaccord avec ses affirmations, c'est souvent de leurs vœux qu'ils préfèrent se définir comme des libéraux pour être associé à une position connue plutôt qu'à quelque chose de moins vendeur. Cela se fait alors même qu'un « libéral » et un « libertarien » peuvent se situer en privé dans les tendances du libertarianisme et s'en revendiquer.

Chapitre 3 : L'utopie libertarienne au travail : une décennie de stratégies.

L'intellectuel, le politique et le promoteur : des nouvelles organisations en quête de la promotion d'une utopie libérale

« Si les actions libertariennes sur le terrain intellectuel et dans l'arène politique ne sont ni concertées, ni coordonnées, elles peuvent cependant se révéler complémentaires, comme l'étaient, d'après Gramsci, la guerre de mouvement et celle de tranchée⁶⁹. »

La convocation du théoricien marxiste italien Antonio Gramsci par Sébastien Caré pour définir la stratégie d'un mouvement libertarien est tout à fait possible au regard du combat des idées qui prend une place importante que nous aborderons. La « guerre de mouvement » correspondrait à la « conquête du pouvoir » des libertariens, censés favoriser les actions de la « guerre de tranchée ». Cette dernière correspond à une stratégie de long terme de diffusion des idées, caractérisée par une avancée lente et incertaine, l'endurance dont doit faire preuve le libéralisme. C'est dans cette optique, de stratégies parallèles et concurrentes que nous aborderons les actions des organisations de notre terrain, mobilisées entre le mouvement que doit impulser le libéralisme et un long travail vers l'hégémonie culturelle.

La fondation de plusieurs organisations libérales émerge dans un contexte, où règne un certain vide laissé dans les années 2000 qui voient après la défaite d'Alain Madelin,

69. Sébastien CARÉ, *op. cit.*, p.204

plusieurs années sans initiatives. Ce contexte est celui des campagnes présidentielles aux États-Unis de Ron Paul⁷⁰ en 2008 et 2012, qui ont médiatisées les thèmes que portait l'homme politique et sa rhétorique anti-étatisme. Sa campagne est le signe de la médiatisation des idées libertariennes en dehors des États-Unis et qu'il existe des libertariens en politique, capables d'être vus. C'est ce même contexte qui favorisera pour certains l'envie de créer un mouvement politique à tendance libertarienne :

« En 2012 il y a déjà un contexte international, il y a d'abord 2008 et 2012, les primaires et présidentielles américaines, et il y a Ron Paul. En 2008 il fait une assez bonne campagne mais qui est une campagne de témoignage et en quatre ans ils ont bossés ! [...] Moi j'étais en train de voir un peu les différentes personnes, je disais que ça bougeait un peu partout en Europe et ça devait suivre chez nous.⁷¹ »

Le lancement d'un parti politique doit permettre de réunir à nouveau un grand ensemble de sympathisants éparpillés qui ne peuvent se retrouver sous une bannière commune. La tactique des élections sera leur premier coup médiatique en présentant un candidat⁷² aux élections législatives partielles de Villeneuve-sur-Lot en 2013, dont la place laissée vacante par Jérôme Cahuzac. Cette campagne fût une vitrine médiatique pour un certain nombre de micro-partis, elle permettait d'être vu et entendu à moindre coût. Leur stratégie changera donc en ne s'investissant pas dans d'autres campagnes électorales comme les européennes, notamment comme on me le rapporte à cause du coût des bulletins, ou du manque de candidats à présenter. La présentation chez les libertariens tient en quelque chose d'important : plusieurs des enquêtés préfèrent le thème de « libéral » à celui de « libertarien », invoquant que celui-ci est plus compréhensible en France et moins stigmatisé. Mais aussi cette connotation tient à la radicalité qui est associée au libertarianisme, ce qui mène les libertariens qui souhaitent faire de la politique au niveau local à s'y présenter en indépendant. Les enjeux politiques et budgétaires ont plus faibles car un seul élu local libertarien ne peut infuser de « politique libertarienne » et n'a quasiment aucune prise sur le fonctionnement des institutions ou leurs dépenses. Aussi,

70. Sur la campagne présidentielle de 2008 : Corine LESNES, « 2008 : Ron Paul, le 'docteur Non', ses millions et sa croisade », *Le Monde*, 7 Janvier 2008, et sur la campagne de 2012 : Virginie ROBERT, « Ron Paul, l'anti-étatiste radical », *Le Point*, 3 Janvier 2012.

71. Jean-François Nimsgern, entretien réalisé le 18 Février 2023.

72. « Villeneuve-sur-Lot : les libertariens dans la campagne », *Sud Ouest*, 6 Mai 2013.

celles-ci au niveau local, notamment dans les municipalités sont surtout contraintes, la mairie se doit d'un devoir d'entretien urbain. Se présenter en indépendant ou sous une autre étiquette permet de se défaire d'un éventuel stigmate :

« Par contre implanter quelqu'un pour qu'on dise : « Ah tiens les libertariens sont pas des fous furieux, l'adjoint aux travaux publics c'est un libertarien et ça se passe très bien ! »
Tout de suite ça change⁷³ ! »

L'enjeu pour un libéralisme politique se joue peu sur le pouvoir local, où un agenda libéral leur semble trop peu faisable. Malgré un programme résolument orienté vers la décentralisation, notamment sur la compétitivité fiscale et une autonomie accrue pour les collectivités territoriales qui se retrouvent autant chez *Génération Libre* qu'au *Parti Libertarien*, les institutions politiques françaises consacrent la plupart des changements et la concentration du pouvoir exécutif et législatif à l'Assemblée Nationale et au gouvernement. Ainsi, s'investir au local est plus une affaire d'investissement politique personnel qui ne peut rapporter beaucoup de gains au parti, si ce n'est défaire de stigmates auxquels un candidat peut penser être associé.

Pour proposer un promoteur libéral, le lancement du média en ligne *Contrepoints*, issue du forum *Libéraux.org*, avait pour ambition de proposer une plateforme pour de nombreux contributeurs souhaitant défendre leurs points de vue. Sur leur forum, il est même possible pour chacun de représenter aussi sa tendance et l'afficher aux autres par une étiquette : « libéral classique », « libéral conservateur », « anarcho-capitaliste », etc. La diffusion c'est aussi la raison qui sous-tend la création de l'*Institut Coppet* en 2010, qui avec une perspective historique s'évertue à « réhabiliter une tradition de pensée [libérale]⁷⁴ », et de lier les ouvrages d'auteurs anciens qu'elle présente avec des enjeux actuels pour fournir des réponses libérales à « des questions qui n'ont pas cessé d'être actuelles ». Diffuser les textes et réhabiliter une pensée libérale, sur des thématiques actuelles ne se résume pas à apporter des idées mais proposer des réponses politiques. Si ces réponses sont plus anciennes, le cadre de pensée libérale, à l'instar d'une grille de lecture marxiste, peut autant participer à l'élaboration d'une réponse politique, même si elle n'est ni sous-tendue par un parti politique ou une conquête électorale. C'est autant

73. Jean-François Nimsgern, entretien réalisé le 18 Février 2023.

74. Benoît Malbranche, entretien réalisé le 7 Mars 2023.

qu'un *think-tank* un travail de promotion, ou du moins, une forme différente de diffusion de la pensée libérale.

Enfin ce contexte est permis aussi par l'absence d'intellectuels français, dû à la disparition d'une ancienne génération, à l'instar de L'ALEPS et des « nouveaux économistes », ou des figures connues du libéralisme comme Raymond Aron ou Jean-François Revel. De cette manière, lorsque Gaspard Koenig crée le *think-tank Génération Libre* en 2013, sa stratégie est de pouvoir être présent dans la presse et les médias et être identifié à des sujets, ce que le directeur actuel du *think-tank* perçoit comme un retour de « leadership » :

« C'est quand même vachement étonnant qu'il y ait un trou de leadership, il n'y avait plus personne dans les années 2000 du libéralisme à la suite d'Alain Madelin. Et je pense que Gaspard Koenig a été une figure identifiée en tant que libéral après une période de vide et ça a fait du bien au libéralisme.⁷⁵ »

La fondation de différentes organisations sur une période de quelques années montre une volonté de réinvestir l'utopie libérale sous plusieurs formes et stratégies. C'est aussi combler un vide dans le paysage politique français, par un réseau structuré d'organisations. Les différentes stratégies adoptées ne témoignent pas d'une croisade libérale par une avant-garde mais la recomposition sous les formes du libéralisme de stratégies politiques et expériences antérieures, qui ne sont pas forcément concomitantes ou parallèles.

Le think-tank : entre culture du compromis et noyautage institutionnel

Si nous avons fait mention à plusieurs reprises du terme de *think-tank*, issue de l'anglais que nous préférons à sa traduction française « laboratoire d'idées » ou « groupe de réflexions », nous faisons référence à des organisations regroupant des experts dans une structure privée dont l'objectif est de produire des études et politiques publiques sur nombre de sujets. Leur assise financière est en premier lieu privée, leurs collaborateurs sont considérés comme des experts dans leur domaine et sont recrutés dans le monde

75. Christophe Seltzer, entretien réalisé le 9 Mars 2023.

académique ou entrepreneurial. Enfin les *think-tanks* cherchent à entretenir des relations avec le monde politique, certains sont issus de partis politiques, ils produisent pour le débat public et les politiques publiques. Ils sont aussi présentés publiquement, avec des bureaux, un site web, et une équipe de collaborateurs, et leur influence dépend des réseaux qu'ils peuvent déployer : connexions avec le monde politique, des médias ou des entreprises. Le développement des *think-tanks* en France, concentré sur la période des années 1990-2000, s'est voulu plus tardif que dans le monde anglo-saxon où ces organismes ont commencé à apparaître au début du XX^e siècle et durant les années d'après Seconde Guerre mondiale. Les *think-tanks* les plus identifiés en France demeurent l'*Institut Montaigne*, la *FONDAPOL*, la *Fondation Jean-Jaurès* ou *Terra Nova*, dont les financements peuvent être publics (au titre du programme 129 de la loi de la loi de finances « coordination du travail gouvernemental », ces fonds sous gérés par Matignon), ou privés (entreprises, dons de particuliers). Le *think-tank Génération Libre* se distingue par un mode de financement différent, son directeur explique que pour être cohérent avec eux-mêmes, ils refusent les subventions publiques et dons d'entreprises :

« On va pas défendre avec l'argent des français des idées pour lesquelles ils sont pas forcément d'accord. Et pas d'argent de grosses boites pour rester indépendant. [...] Tous les autres *think-tanks* ont beaucoup plus de fonds parce qu'ils ont les subventions et autres, comme l'institut Jean Jaurès ou Montaigne. Nous on en veut pas et par principe on en demandera jamais, on refuserait même si on nous le proposait. On veut que des dons particuliers⁷⁶. »

Fonctionnant avec une petite équipe de 4 personnes et un ensemble de collaborateurs avec qui ils travaillent sur des brochures thématiques et des communications. Acceptant l'appellation de « libéral », ils savent que pour certains libertariens et notamment les anarcho-capitalistes, proposer le revenu universel peut être vu comme du socialisme. Ils s'identifient donc aussi proches des « libertariens de gauche », sous le nom aux États-Unis de *Bleeding Hearts Libertarians*⁷⁷ :

76. Christophe Seltzer, entretien réalisé le 9 Mars 2023.

77. Les *Bleeding Hearts Libertarians* sont un courant de libertariens voulant combiner un marché libre et des préoccupations environnementales et sociales (égalité des sexes, droits des minorités ethniques et sexuelles, etc). Ils sont considérés comme des libertariens « de gauche », ils sont notamment représentés dans le *think-tank Niskanen Center*.

« Gaspard [Koenig] dans ses prises de position et dans nos positions aussi c'est globalement du libéralisme classique, parfois y'a des choses un peu « déviants » comme le revenu universel, donc on pourrait être rattaché aux *Bleeding Hearts Libertarians* aux États-Unis. [...] On est entre les deux chez Génération libre.⁷⁸ »

La « déviance » dont on fait part semble se confirmer par un aveu au Parti Libertarien au sujet de Gaspard Koenig :

« Oui enfin pour moi il est très vaguement libéral, alors libertarien ! Déjà le revenu universel non⁷⁹ ! »

Si cet extrait trahit une différence d'opinion, cette réponse m'était apportée après avoir demandé si on pouvait identifier d'autres organisations à tendance libérale ou libertarienne, il témoigne de l'identification de *Génération Libre*, tout de même cité car associé à des idées similaires (notamment sur le thème de la décentralisation ou des réformes fiscales). Cette capacité à être rattaché à des sujets ou des thématiques est une stratégie de visibilité : avant d'accéder au monde politique, le *think-tank* publicise les enjeux sur lequel il se positionne. Non affilié à un parti, ils préfèrent faire passer leur communication par la presse par la publication de tribunes ou en se faisant inviter. Jouant sur des thèmes qui plaisent à des lectorats différents allant de la gauche à la droite, l'enjeu est d'identifier la cible prioritaire pour chaque journal, les thématiques de société sur la dépénalisation des drogues iraient avec *Libération*, et les thématiques liées au droit du travail avec l'*Obs* :

« ...par la figure de Gaspard Koenig qui est installé depuis 10 ans ça facilite, car les gens reconnaissent son sérieux et ce qu'il fait. On ne correspond jamais totalement à la ligne d'un journal mais à l'inverse sujet par sujet, il y en a forcément un qui correspond à tel journal, et on aligne nos sujets chez différents journaux. On est raccord avec l'*Obs*, ou *Libération* ou parfois *Le Figaro*.⁸⁰ »

78. Christophe Seltzer, entretien réalisé le 9 Mars 2023.

79. Jean-François Nimsgern, entretien réalisé le 18 Février 2023.

80. Christophe Seltzer, entretien réalisé le 9 Mars 2023.

L'identification d'une figure reconnue dans les médias, rappelle le lien qui semblait inextricable entre Murray Rothbard et le mouvement libertarien. C'est une figure d'intellectuel qui se fait connaître à un moment précis pour des positions qui identifient le mouvement : à la fin des années 1960 le mouvement libertarien se fait remarquer par sa désapprobation de la guerre du Vietnam, une opinion dissidente chez les Républicains. Ron Paul, candidat à plusieurs reprises, apparaît aussi comme un dissident et se fait le porte-voix d'une opinion contre le complexe militaro-industriel nord-américain, position qui le distingue nettement de ses adversaires aux présidentielles de 2008 et 2012 et sur laquelle ses adversaires sont amenés à se placer. Le libéralisme (et c'est là surtout l'apanage du libertarianisme) entend donc aussi placer un marqueur, qui se veut, si ce n'est en dehors du spectre politique, quelque peu compatible avec la droite et à la gauche sur différents sujets, à la manière que l'était le Parti Libertarien états-unien avec les partis Démocrates et Républicains :

« C'est hors du spectre car aujourd'hui la gauche et la droite sont construites sur des clés de lecture qui font qu'elles ont un peu de libéralisme [...] Le centre reste le meilleur environnement pour le développement du libéralisme. Le centrisme a plus une culture de compromis et je ne crois pas à l'hypothèse révolutionnaire donc je vois les compromis.⁸¹ »

Lors de l'essor du libéralisme politique en France dans la première moitié du XIX^e siècle, se construit comme une croyance dans les règles et fonctionnements d'institutions parlementaires et démocratiques. La pensée libérale se traduit comme l'incarnation d'un « art politique de gouverner »⁸², qui englobe tant les libertés civiles, politiques, économiques que la structure institutionnelle. C'est une culture de la délibération, du parlementarisme et par extension une culture politique qui a durablement imprégné les institutions démocratiques françaises. Cette culture libérale des institutions permet de comprendre le placement hors des partis du *think tank* : il ne porte pas de discrédit sur l'exercice politique tels les libertariens les plus radicaux réunis au *Von Mises Institute*. Au contraire c'est la formulation d'un discours politique capable d'être entendu à différents égards et pour différents partis. Car, si aucun parti pour l'instant ne symbolise leurs idées

81. Sacha Benhamou, entretien réalisé le 10 Avril 2023.

82. Nicolas ROUSSELLIER, « Libéralisme et institutions » in *Mélanges de l'École française de Rome. Italie et Méditerranée*, tome 114, n°2, 2002, p 629-636.

selon eux, différents thèmes résonnent dans des partis et organes de presse. Souhaitant s'inscrire dans une culture du compromis, le *think tank* tire avantage de la visibilité qui peut être offerte dans la presse à ses tribunes. La stratégie des idées ne passe pas par un corpus servi par un parti mais par des idées disséminées et acceptées dans le spectre politique. Par les débats et sur des thématiques ciblées, qui relèvent des questions sociales ou économiques il est alors possible de délivrer un discours assez compatible, mais au risque de le voir dilué. Le compromis se mêle directement à une stratégie d'« entrisme » ou de noyautage par l'intérieur, qui serait d'afficher des idées libérales compatibles avec certaines idées du parti. Étant passé par *Renaissance* entre 2017 et 2022 en tant que collaborateur parlementaire, Sacha Benhamou fait part que cela permet de remettre au centre une culture du compromis par l'organisation de débats et de discussions :

« On m'a proposé de participer à la campagne de 2017 et j'ai dit que je pourrais le faire, que ça serait une bonne opportunité. Je me suis pris au jeu, j'y ai rencontré des amis et c'était une opportunité professionnelle. J'ai trouvé quelque chose dans lequel j'étais bon qui était donc naviguer dans le monde politique tout en étant à l'intérieur des partis, essayer d'organiser des débats dans le sens que je voulais pour faire avancer mes idées que je n'avais jamais caché⁸³. »

Il oppose d'ailleurs deux stratégies, celles de s'afficher dans un parti ou un organisme qui porte directement ses idées, mais au risque de se retrouver dans un petit parti, qui selon ses dires, n'a que peu d'opportunités politiques et n'est pas entendu dans le cadre institutionnel actuel si ce dernier ne possède pas de députés ou d'élus. On pourrait donc opposer une stratégie « du compromis » à une posture « sans compromis », qui nous rappelle l'opposition entre les transfuges de libertariens vers le Parti Républicain évoqués par Sébastien Caré⁸⁴ et une frange refusant de s'allier avec l'*establishment*. En trouvant des thèmes communs, *Génération Libre* peut se targuer d'accroître sa visibilité au contraire d'un discours qui serait trop radical (celui de « vouloir abolir l'État », vu comme trop radical pour les médias par exemple précise Sacha Benhamou), cantonné à des partis plus minoritaires comme le Parti Libertarien. Il nous apparaît donc premièrement que le *think tank Génération Libre*, qui par son budget restreint, et son refus de s'allier avec un

83. Sacha Benhamou, entretien réalisé le 10 Avril 2023.

84. Sébastien CARÉ, *op. cit.*

organisme politique, base sa stratégie sur la maximisation de sa visibilité. Outre comme tout *think tank* qui cherche à maintenir ou accroître une influence auprès du pouvoir politique, ils cherchent aussi à jouer sur le terrain du débat public : proposer des tribunes dans la presse, avoir des experts sur les plateaux télé, en soit investir le terrain des idées et influencer le débat. Mais *Génération Libre* ne représente pas la seule organisation à avoir pris la mesure d'un potentiel gain politique potentiel que représente la diffusion des idées et des thèmes du spectre libéral, nous allons voir que cela est un thème commun comme stratégie de l'utopie libertarienne.

Diffuser les idées, influencer le débat : le combat culturel

Dans l'introduction de cette partie, nous avons convoqué un « combat des idées », dont *Génération Libre* se revendique et qui précéderait la victoire politique du libertarianisme. Nous faisons là le contour de Gramsci et de son concept d'« hégémonie culturelle », exprimant la domination culturelle de la classe dirigeante sur la classe prolétaire, un ensemble d'idées et de valeurs bien inscrites en elle pour l'empêcher de prendre conscience de sa position et de se révolter⁸⁵. La stratégie dont il nous fait part stipule que la bataille des idées, doit se faire par la diffusion d'une idéologie communiste, par le noyautage de l'intérieur du système par des militants pour obtenir des positions de pouvoir, dans la bureaucratie ou même le journalisme. Ainsi, la lecture de Gramsci ne se limite pas aux cercles communistes et socialistes, et peut fournir une grille stratégique pour des mouvements politiques diverses. Les théories gramsciennes ne sont plus seulement présentes dans le militantisme à gauche, elles sont réutilisées aussi par les cercles de droite⁸⁶, donnant naissance à l'expression de « gramscisme de droite »⁸⁷. La question du combat culturel a largement dépassé les cercles dans lesquelles elle est née, et se révèle être une stratégie même présente dans les cercles libéraux. L'importance placée autour de la diffusion des idées et de leur acceptation est apparue unanimement dans les organisations étudiées. *Génération Libre* et le Parti Libertarien par leurs objectifs accordent sur leur stratégie un lien entre combat culturel et combat politique. Sur son site, le *think*

85. Jean BRAMANT, *Antonio Gramsci : Textes Choisis*, Paris, Le Temps des Cerises, Collection Rouge, 2014.

86. Renaud MAES et David PATERNOTTE, « Les nouveaux lieux communs de la droite », *La Revue Nouvelle*, vol. 5, no. 5, 2020, p. 34-37.

87. Jean-Yves CAMUS, « Alain de Benoist and the new Right », dans *Key thinkers of the radicalright. Behind the new threat to liberal democracy*, Marl Sedgwick, Oxford, Oxford University Press, p. 73-90.

tank précise que « le combat d'idées est à l'origine de toutes les victoires politiques⁸⁸ ». La référence directe à Gramsci est assez courante, les militants interrogés (dont certains ont faits des études de sciences politiques) évoquent un grand intérêt pour différents auteurs hors du champ libéral dont les idées ont pu leur paraître intéressantes ou même pertinentes. Cette stratégie culturelle peut se voir sous deux spectres différents : la diffusion et l'investissement politique.

Les activités d'un *think tank* et d'un parti politique sont divisées de différentes manières en faisant apparaître l'axe de la production idéologique et sa diffusion passive, par les réseaux militants et une production écrite ou visuelle et l'axe de la traduction de ces idées dans un combat de terrain. En amont, la production idéologique est assurée par le *think tank*, monopole de la figure de l'expert, capable de fournir un programme idéologique à employer. Auxiliaire à la diffusion, un organisme comme l'*Institut Coppet* revendique un but similaire, mais non politique⁸⁹ : « Nous sommes convaincus que la diffusion des idées peut seule produire un changement durable et une avancée sensible en direction de la société libre que nous défendons⁹⁰ ». Ensuite, l'organisation doit être capable de traduire ses thèmes sur la scène publique, où il faut faire exister une position libérale identifiée. L'objectif est de pouvoir imposer un thème ou un ensemble d'idées qui seront reconnues, et que celles-ci soient combattus ou acceptées :

« C'est d'abord amener des idées dans le débat public, les faire exister dans le débat politique et culturel. On le sait et c'est Gramsci ça, qu'on soit à gauche ou à droite, que le combat culturel précède la victoire politique qui est d'arriver à faire rentrer dans le débat un thème sur un sujet donné⁹¹. »

Faisant l'analyse de cette stratégie, Christophe Seltzer l'illustre par le cas d'Eric Zemmour, dont le terme de « Grand Remplacement⁹² » a été largement popularisé et accepté dans le débat public :

88. Ce sont avec ces mots que les objectifs du *think-tank* sont décrits.

89. Dans l'entretien avec Benoît Malbranque, celui-ci m'assure que si les objectifs peuvent laisser penser une stratégie politique, par la nature de leur travail et affinité idéologique avec les auteurs présentés, l'Institut ne cherche pas à se doter de vision politique.

90. Citation extraite de leur site web : <<https://www.institutcoppet.org/>>.

91. Jean-François Nimsgern, entretien réalisé le 18 Février 2023.

92. Terme qui est à l'origine une notion de l'essayiste Renaud Camus.

« Je prends depuis quelque temps l'exemple du « Grand Remplacement » d'Eric Zemmour : on constate que toute sa séquence politique parachève 10-15 ans de travail de conservateurs qui ont formé des cadres, des jeunes, ce que plus personne ne fait, sur des logiques très gramsciennes et qui ont soutenu tout à coup la candidature d'un Zemmour⁹³. »

Ces organisations se recoupent dans des stratégies similaires, et peuvent assembler distinctement dans la sphère publique en représentant conjointement une position libérale. L'expérience états-unienne nous a néanmoins démontré qu'une telle situation avait été possible avec l'alliance du *Cato Institute* et du Parti Libertarien, dans laquelle les dirigeants voyaient une complémentarité nécessaire, celle-ci s'est déchirée sur des positions idéologiques discordantes (sur les questions morales ou sur l'investissement en politique). Voyant le spectre libéral comme large, mais dont les positions ne sont pas toujours incompatibles, Christophe Seltzer expose qu'une telle stratégie implique une grande formation militante de futurs cadres dans le monde politique, de la presse ou intellectuel pour être menée à bien. La gauche aurait réussi à mettre en place au siècle dernier et les conservateurs continueraient à former des cadres et investir les idées. Si les désaccords peuvent exister, même au sein d'un parti, l'enjeu est de représenter une alternative libérale à tous les niveaux et dans plusieurs domaines :

« Ce serait former des cadres, des jeunes [...], les techniques de militantisme, développer des *hard skills* et autres. [...] L'enjeu étant de former une « armée de réserve » pour les cinq, dix, quinze ans viennent, d'avoir des journalistes, des parlementaires, ou autres. Ils ont pas forcément tous les mêmes idées, des tendances différentes mais qui pourraient soutenir un projet politique »

« Si tu vises la dispersion maximale du pouvoir politique, alors le libéralisme ne va pas dire la même chose, c'est un raisonnement. Et sur pleins de sujets, les libéraux ne vont pas être d'accord mais le plus important c'est le raisonnement libéral qui sous tend tout⁹⁴. »

Le libéralisme est ici vu comme une grille de lecture, il est donc question d'investir le spectre libéral, fait de nombreuses nuances pour ne pas être associé à un discours de radicalité. Le « raisonnement libéral » est une lecture de problèmes politiques qui associe

93. Christophe Seltzer, entretien réalisé le 9 Mars 2023.

94. *Ibidem*

un discours particulier, souvent lié à la question de la place de l'État. Sur la question de la dépénalisation des drogues, il faut donc faire valoir le rôle des instances étatiques dans la lutte contre celle-ci. Ainsi, dépendants pour leur visibilité d'un système institutionnel bien établi, la tension qui traverse un mouvement libéral radical se rapproche de l'expérience d'un mouvement aux accents révolutionnaires, malgré un discours radical de fond, l'intelligibilité se joue par des thèmes plus acceptables. C'est dans cette tension que réside en partie l'importance du débat et du compromis pour les libéraux : il faut investir ses thèmes et idées dans une arène médiatique dans lesquels ceux-ci sont absents et tordre les termes du débat. Il faut aussi être capable d'orienter le débat vers ses thèmes et sa grille de lecture, cet ensemble permet aux observateurs de conclure par exemple que le débat public en France s'est récemment « droitisé »⁹⁵. L'exemple d'Eric Zemmour prend son sens, il a réussi à imposer ses notions et termes dans le débat public et orienter les grilles de lecture et les candidats, amenés à se positionner par rapport à lui, au référentiel qu'il venait de placer. La stratégie culturelle prend différentes formes, et invite les idées d'Antonio Gramsci et de Murray Rothbard à la même table. Les organisations dont nous avons parlé jusqu'à présent ont mené leurs actions dans la décennie passée avec pour but commun de vouloir investir le débat public, représenter des discours libéraux et peut-être un jour retrouver un candidat libéral au cœur d'une élection. Créer une nouvelle génération d'intellectuels et cadres libéraux apparaît comme une vaste entreprise, nécessitant des moyens et du personnel pour la mener à bien. Comme nous l'avons vu, les organisations libérales et libertariennes coexistent sans pour autant exister ensemble et élaborer un futur commun. Pourtant, elles investissent à leur manière une utopie libérale qu'elles s'efforcent de mettre en marche, vouloir une stratégie de long (voir très long) terme est une vision essentiellement utopique. La stratégie commune n'est pas fondamentalement d'être un parti institutionnel en quête d'un candidat et de voix, mais est une approche du futur : il faut poser les fondements nécessaires sur lesquelles générations futures pourront bâtir une utopie libérale.

95. Voir notamment « Le grand glissement ou l'extrême droitisation de l'espace public », Émission France Culture du 20 Novembre 2021 et Lise BERNARD et Tom CHEVALIER, « Vers une 'droitisation' de la société française ? », *Sociologie*, Vol. 14, 2023, p. 89-93.

Chapitre 4 : La nouvelle utopie libérale française

« Nous devons à nouveau faire de la construction d'une société libre une aventure intellectuelle, un acte de courage. Ce dont nous manquons, c'est d'une utopie libérale, un programme qui ne serait ni une simple défense de l'ordre établi ni une sorte de socialisme dilué. [...] Si nous retrouvons cette foi dans le pouvoir des idées qui fut la force du libéralisme dans sa grande époque, la bataille n'est pas perdue.⁹⁶ »

Cet article de Friedrich Hayek, resté célèbre pour son ton et son appel pour un « acte de courage » aura eu une forte influence sur le mouvement libertarien, décidé à ne pas perpétuer le libéralisme au sein du conservatisme de droite. Préfigurant le « pouvoir des idées » il laisse aussi la place à toute la stratégie que nous venons d'étayer : le combat libéral passe par des organisations structurées mais aussi par des militants. Mais pour sortir de la stratégie, nous souhaitons nous concentrer sur les conclusions qui nous sont apparus être « entre les lignes », notamment sur ce que notre terrain dit de ces militants et de l'utopie libérale qui les surplombe. Nous apporterons une conclusion sur ce que notre terrain et analyse peuvent apporter de nouveau à la littérature sur le libéralisme et permettre de porter les contours de ce qu'est la scène libérale française contemporaine. Ainsi, nous reviendrons sur ce qui peut définir notre terrain et ce qui fut notre première préoccupation avant d'entamer le mémoire, ce qui définit un libertarianisme français.

Une nouvelle génération dirigeante, un cercle d'interconnaissances ?

Les organisations sur lesquelles nous concentrons la focale, et constituent par leur activité l'essentiel du mouvement libéral reconnue, lors des entretiens, les enquêtés ont finis par se référer mutuellement, que ce soient leurs noms ou leurs organisations. En retraçant plusieurs parcours, il nous est apparu que les liens d'interconnaissances s'étaient formés autour de l'organisation *Students For Liberty*. Originellement créé aux États-Unis en 2008, la branche française est créée en 2011 avec des antennes locales dans plusieurs villes (Paris, Strasbourg, Grenoble, etc.). L'organisation se donne pour but de former ses militants à différentes techniques de lobbying et de militantisme. Cet ensemble de *skills*

96. Friedrich A. HAYEK, « Les intellectuels et le socialisme », *Commentaire*, vol. 99, no. 3, 2002, p. 673-684.

enseignés vont de la constitution d'un réseau à l'écriture de brochures et articles jusqu'à des pratiques organisationnelles (débats, conférences, séminaires). Chaque année, l'organisation réunit les représentants des pays membres aux États-Unis pour des sessions de formation et diversifier le réseau militant. Christophe Seltzer avant d'entrer à *Génération Libre* y a été membre jusqu'à s'occuper de la branche française, de l'organisation des conférences sur le territoire et la gestion du budget. Il mentionne que les budgets sont en partie issue de l'organisation principale aux États-Unis dont les liens sont établis avec diverses autres structures comme le *think tank Cato Institute*⁹⁷, dont le vice-président David Boaz est un conseiller⁹⁸. Ainsi, il y a rencontré Sacha Benhamou qui, rentré par la branche de Grenoble a finit par l'épauler au niveau national. L'équipe de *Génération Libre*, assez restreinte, comporte plusieurs personnes passées par *Students For Liberty*, qui constitue un réseau de jeunes libéraux. Benoît Malbrancque de l'*Institut Coppet* se retrouve aussi être un ancien membre de l'organisation et une connaissance des enquêtés précédemment cités. Enfin pour le *Parti Libertarien*, Jean-François Nimsgern mentionne être familier avec l'organisation dont il estime que plusieurs membres du parti sont issus. L'ancien président, Guilhem d'Urbal avait ouvert l'antenne de l'organisation étudiante en France avant de rejoindre le parti politique. Nous sommes donc face à une jeune génération (dont les âges vont de 30 à 36 ans) ayant animé pendant plusieurs années *Students For Liberty*, dont la période la plus active est passée selon Christophe Seltzer et Sacha Benhamou, avant de rejoindre différentes structures dont ils ont pris la direction. Que ce soit l'équipe de *Génération Libre*, de l'*Institut Coppet* ou une partie du comité directeur du *Parti Libertarien*, les nouveaux cadres sont des anciens de l'organisation dont le but est de former des militants avec des profils jeunes et expérimentés. De façon tout à fait étonnante, les objectifs et stratégies que prévoient d'employer *Génération Libre* vise à refaire ce qui avait été réussi pour cette génération. Christophe Seltzer confiait vouloir refaire cette expérience qui leur a permis de vivre de leur militantisme (étant salariés dans diverses organisations) et souhaite cela à une plus grande échelle. *Students For Liberty* semble avoir réussi le pari en France de répondre à l'appel d'Hayek et d'avoir formé une génération assez structurée pour qu'elle puisse entreprendre de former plus à son tour, et d'envisager

97. Olivier PETITJEAN, « La mouvance libertarienne s'installe en France pour dénigrer toute transition écologique », *Basta !*, 15 Février 2021.

98. Students For Liberty le mentionne comme étant un *advisor*.
<<https://studentsforliberty.org/blog/staff/boaz/>>

plus loin, former une « armée de réserve pour les 10 et 15 ans à venir⁹⁹ ». Un cercle d'interconnaissances a fini par investir de différentes manières des postes de direction. Soucieux de reprendre la stratégie laissée par Gramsci, ils s'emploient à le réconcilier avec les enseignements de Friedrich Hayek ou Murray Rothbard, et peuvent constituer une nouvelle génération du libéralisme en France, reprenant la suite de leurs prédécesseurs des « nouveaux économistes ». Ils s'emploient à traduire un projet national selon les institutions du pays et font travailler conjointement avec leurs homologues internationaux l'utopie libérale, sans avoir besoin de se concerter.

Un libertarianisme français : le libéralisme retrouvé, ou l'union du retour aux sources et de l'expérience américaine.

La diffusion des idéologies, passant les frontières nationales, fait apparaître et renaître des traditions idéologiques et philosophiques dans différents pays et fait naître une expérience nouvelle de la doctrine. Le cas du marxisme, décliné dans un grand nombre de pays et adapté aux variables locales (maoïsme en Chine, castrisme à Cuba, etc.) peut préfigurer le cas libéral. La tradition libérale française développée au XIX^e siècle s'est trouvée être reprise par les premiers libertariens à l'instar de Murray Rothbard qui dirigea l'informel « cercle Bastiat ». A l'instar de Jean-Baptiste Say et Frédéric Bastiat qui font partie des penseurs ayant théorisé un lien entre les libertés économiques et individuelles, un schéma de pensée repris dans la théorie libertarienne. Le libertarianisme qui s'est développé aux États-Unis prend appui sur cette tradition, nationale et française, et sur une tradition de l'anarchisme individualisme sur le plan philosophique et sur une tradition constitutionnaliste sur le plan juridique. En France, les idées libertariennes sont donc apparues par importation et se sont développées premièrement sur la pensée développée par les auteurs états-uniens influents. Or, notre terrain, et la place que veut occuper l'*Institut Coppet*, témoigne aussi d'une certaine connaissance des libéraux français dont la filiation idéologique remonte au XVIII^e siècle. Comprenant les différences propres aux deux pays, l'expérience française ne s'est pas contentée d'être une copie, mais le mélange d'une tradition idéologique déjà existante et un apport doctrinal et stratégique nouveau. Une partie même de cette génération française s'est investie au moment où Ron Paul faisait

99. Christophe Seltzer, entretien réalisé le 9 Mars 2023.

sa campagne outre-Atlantique, et signait la continuité d'un mouvement qui cherche toujours à émerger de nouveau. Le cas du libertarianisme en France s'inscrit dans un spectre libéral large, présent sous diverses formes dans le pays depuis deux siècles et figure d'être son renouveau, plus radical et utopique. Contre les expériences libérales classiques et néolibérales, ce libéralisme radical s'emploie sur une stratégie de long terme, sur la bataille des idées et non la bataille économique ou politique en premier lieu. Il se propose d'être une alternative sociétale, ce n'est pas un mode de société réglé et clos comme les utopies socialistes (à l'instar des utopies simoniennes et fouriéristes), mais un mode de société ouvert, où les libertés individuelles doivent supplanter les initiatives étatiques. Notre terrain nous a fait transparaître une expérience âgée d'une décennie qui s'emploie à faire connaître et accepter un libéralisme utopique, visant dans un futur lointain une société sans État, dernier aboutissement libertarien. L'utopie libertarienne rompt avec la tradition messianique du temps cyclique pour s'inscrire dans un temps linéaire, dirigé vers un âge d'épanouissement de l'humain que les marxistes avaient ardemment déployés.

Conclusion

L'utopie libertarienne en France *travaille*, elle est investie par des organisations diverses aux stratégies parallèles ou concurrentes. Les idées libertariennes ont été pensées au sein du spectre libéral. Elles témoignent d'une position radicale et émergent dans le contexte particulier de l'après-guerre et de la domination du conservatisme dans la droite états-unienne. Elles ne se contentent pas de proposer un programme politique mais une utopie libertarienne, qui voit pour horizon la fin de l'État. Cette dernière tend à délier la relation qui noue les individus à l'État et signer la mort de la politique. Elle enjoint les individus à reconstruire leur futur après avoir mis fin au pouvoir étatique. Mais forte d'une tension qui contraint ses militants à renoncer à plusieurs voies, cette utopie semble être condamnée à rester dans le domaine de l'imaginaire et de l'idéaliste. L'utopie libertarienne a tout de même suscité un fort engagement aux États-Unis, tel qu'il a permis une importation de ces idées qui ont intrigué les étrangers et universitaires de passage. Arrivées sur l'Ancien Continent, elles ont existé au sein d'un courant libéral peu représenté mais vivant. Ses tenants ont voulu jouer aussi de sa diffusion et ont entrepris d'enjoindre leurs citoyens à faire le procès de l'État. Pourtant, près de quarante années après qu'elles aient été importées, et soixante années après leurs débuts aux États-Unis, elles n'ont pas encore réalisées ce procès. Aujourd'hui, diverses organisations coexistent en proposant des méthodes différentes mais ont pour but commun de favoriser leurs idées. Elles agissent sur le terrain des idées, et se proposent de réinterpréter des stratégies militantes passées, tirées des marxistes, socialistes ou conservateurs pour faire grandir leurs soutiens. Si aucune recherche ne s'était attelé à traiter la question du libertarianisme en France, nous voulons apporter la preuve que le sujet peut être traité. Le libertarianisme existe et s'agite au sein du spectre libéral, il semble même en être l'incarnation la plus vivace. Il reste un mouvement actif et reste fidèle à sa nature : un libéralisme qui favorise le changement, qui n'est pas conservateur. L'utopie libertarienne est un bond en avant vers la société sans État, elle n'est pas un retour à l'état de nature lockéen mais une potentielle continuité de l'histoire humaine comme l'est la dictature du prolétariat pour les marxistes. Simplement elle se dote pour système économique le capitalisme sous sa forme la plus libérée, ce dernier dépasse ce qui reste d'étatique et supprime ses logiques par le marché. L'intérêt grandissant pour cette question fera certainement naître de nouvelles contributions. À ce

titre, il est difficile de penser que le libertarianisme est un objet du passé, pas avant de l'avoir vu sous toutes ses formes.

Bibliographie

Articles de presse et communications :

« Peut-on jouer avec l'économie ? 10 économistes lancent un défi », tribune publiée dans *Le Monde* du 7 mars 1978.

« Plateforme pour gouverner ensemble », Programme commun RPR-UDF, signée le 16 janvier 1986 par Jean Lecanuet (pour l'UDF) et Jacques Chirac (pour le RPR).

« Alain Madelin, le libéral piège », *Le Monde*, 25 Avril 1987.

« Villeneuve-sur-Lot : les libertariens dans la campagne », *Sud Ouest*, 6 Mai 2013.

« Le grand glissement ou l'extrême droitisation de l'espace public », Émission *France Culture* du 20 Novembre 2021.

BOUCAUD-VICTOIRE Kevin, « Chez les libertariens, la liberté d'expression est totale, tout comme la responsabilité des propos », *Marianne*, 29 Avril 2022.

DÉJACQUE Joseph, « *De l'Être-Humain mâle et femelle* », Lettre à P.J. Proudhon, Nouvelle-Orléans, 1857.

GENDRON Guillaume, « Les libertariens sont parmi nous », *Libération*, 17 Septembre 2015.

GUIRAL Antoine, « Le bras d'honneur de Robien à Madelin. Il reproche à Démocratie libérale son indulgence vis-à-vis du FN », *Libération*, 15 Août 1998.

LESNES Corine, « 2008 : Ron Paul, le 'docteur Non', ses millions et sa croisade », *Le Monde*, 7 Janvier 2008.

MATTHEWS Dylan, « Is 'Little House on the Prairie' a libertarian parable ? », *The Washington Post*, 15 Août 2013.

PETITJEAN Olivier, « La mouvance libertarienne s'installe en France pour dénigrer toute transition écologique », *Basta !*, 15 Février 2021.

RICHÉ Pascal, « Les credo de Gaspard Koenig, le seul libertarien de France (ou presque) », *L'Obs*, 26 Janvier 2017.

RIPLEY Anthony, « New Party Makes a Debut in Denver », *New York Times*, 6 Février 1972.

ROBERT Virginie, « Ron Paul, l'anti-étatiste radical », *Le Point*, 3 Janvier 2012.

ROTHBARD Murray [sous le pseudonyme de HERBERT Auberon], « The real aggressor », *Faith and Freedom*, Avril 1954.

ROTHBARD Murray, « Confessions of a Right-wing Liberal », *Ramparts*, VI, 4, 15 Juin 1968.

ROTHBARD Murray, « What's Wrong with the Liberty Poll or How I became a Libertarian », *Liberty*, Juillet 1988.

THURMAN Judith, « A Libertarian House on the Prairie », *The New-Yorker*, 16 Août 2012.

VON HOFFMAN Nicholas, « A thinking man's first vote, and maybe his last », *The Washington Post*, 18 Décembre 1972.

Articles de revues et d'ouvrages :

BERNARD Lisa et CHEVALIER Tom, « Vers une 'droitisation' de la société française ? », *Sociologie*, Vol. 14, 2023, p. 89-93.

CARÉ Sébastien, « Racines théoriques du libertarianisme américain », *Cités*, vol. 46, no. 2, 2011, p. 133-139.

CAMUS Jean-Yves, « Alain de Benoist and the new Right », dans *Key thinkers of the radicalright. Behind the new threat to liberal democracy*, Marl Sedgwick, Oxford, Oxford University Press, p. 73-90.

FESER Edward, « Self-Ownership, Abortion, and the Rights of Children : Toward a More Conservative Libertarianism », *Journal of Libertarian Studies*, vol.12, n°3, 2004, p.91-114.

HAYEK Friedrich A., « Les intellectuels et le socialisme », *Commentaire*, vol. 99, no. 3, 2002, p. 673-684.

HAYEK Friedrich A., « The Intellectuals and Socialism », *University of Chicago Law Review*: Vol. 16, n°3, 1949, p. 417-433.

HILGARTNER Stephen et BOSK Charles, « The Rise and Fall of Social Problems », *American Journal of Sociology*, vol. 94, 1988, p.53-78.

KRIESI Hanspeter, « Sviluppo organizzativo dei nuovi movimenti sociali e contesto politico », *Rivista italiana di scienza politica*, vol.23, 1, 1993, p.67-117.

MAES Renaud et PATERNOTTE David, « Les nouveaux lieux communs de la droite », *La Revue Nouvelle*, vol. 5, no. 5, 2020, p. 34-37.

MUELLER Milton, « The Movement », *Libertarien Review*, avril 1979, p.18.

PERRIER Jérôme, « La parenthèse libérale de la droite française des années 1980. Le phénomène politique de la « bande à Léo » ou l'échec de la promotion d'un libéralisme contre l'État », *Histoire@Politique*, vol. 25, no. 1, 2015, p. 176-196.

ROUSSELLIER Nicolas, « Libéralisme et institutions » in *Mélanges de l'École française de Rome. Italie et Méditerranée*, tome 114, n°2, 2002, p 629-636.

Ouvrages :

ARVON Henri, *Les Libertariens américains : De l'anarchisme individualiste à l'anarcho-capitalisme*, Paris, Presses Universitaires de France, Libre échange, 1983.

BRAMANT Jean, *Antonio Gramsci : Textes Choisis*, Paris, Le Temps des Cerises, Collection Rouge, 2014.

BROOKES Kevin, « Ce n'est pas arrivé ici ». *Sociologie politique de la réception du néolibéralisme dans le système politique français depuis les années 1970*, Thèse de science politique, Université Grenoble Alpes, soutenue publiquement le 3 Décembre 2018, 574 p.

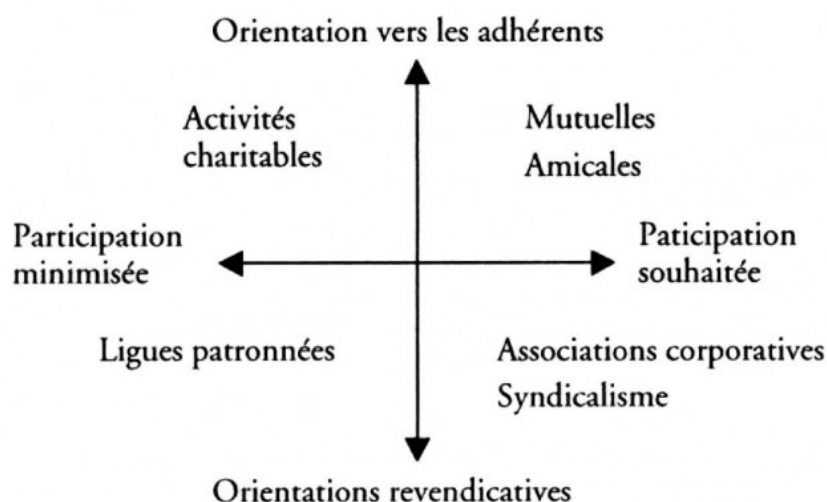
CARÉ Sébastien, *La pensée libertarienne : Genèse, fondements et horizons d'une utopie libérale*, Paris, Presses Universitaires de France, Fondements de la politique, 2009.

- CARÉ Sébastien, *Les Libertariens aux États-Unis : Sociologie d'un mouvement asocial*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, Res Publica, 2010.
- DENORD François, *Le néo-libéralisme à la française : Histoire d'une idéologie politique*, Marseille, Agone, 2016.
- FOUCAULT Michel, *Naissance de la biopolitique*, Paris, Seuil/Gallimard, 2004.
- HEINLEIN Robert, *Révolte sur la Lune*, Paris, Presses Pocket, 1988, p.357.
- JAUME Lucien, *L'individu effacé ou le paradoxe du libéralisme français*, Paris, Fayard, 1997.
- LEMIEUX Pierre, *Du Libéralisme à l'anarcho-capitalisme*, Paris, Presses Universitaire de France, Libre échange, 1983.
- LEPAGE Henri, *Demain le Capitalisme*, Paris, Hachette, 1978.
- MORE Thomas, *L'Utopie*, Paris, Flammarion, GF, 1987.
- NEMO Philippe, *La Société de droit selon F. A. Hayek*, Paris, Presses Universitaires de France, Libre Échange, 1988.
- NOZICK Robert, *Anarchy, State and Utopia*, New York, Basic Books, 1974.
- RAND Ayn, *Atlas Shrugged*, New York, Signet Book, 1957.
- RAICO Ralph, *Gay Rights : A Libertarian Approach*, Washington DC, Libertarian Party, 1976.
- RAIMONDO Justin, *An Enemy of the State : The Life of Murray N. Rothbard*, New York, Prometheus Books, 2000.
- RICŒUR Paul, *L'idéologie et l'utopie*, Paris, Le Seuil, 1997.
- ROSA Jean-Jacques et AFTALION Florin (dir.), *L'économie retrouvée : vieilles critiques et nouvelles analyses*, Paris, Économica, 1977.
- ROTHBARD Murray, *L'Étique de la liberté*, Paris, Les Belles Lettres, Bibliothèque classique de la liberté, 2011.
- TOURAINÉ Alain, *La voix et le regard : Sociologie des mouvements sociaux*, Paris, Le Seuil, 1978.

Annexes

Annexe 1 : Représentation graphique du diagramme de Kriesi.

Source : NEVEU Érik, *Sociologie des mouvements sociaux*, Paris, La Découverte, Repères, 3^e édition, 2002.

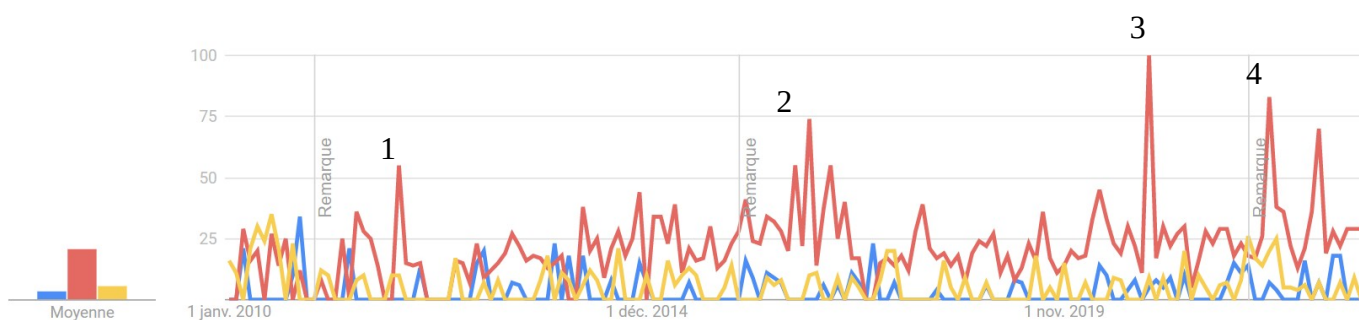


Annexe 2 :

Notre tableau nous montre que les pics de recherches correspondent aux élections présidentielles des États-Unis de 2012, 2016 et 2020. Le dernier pic correspond à l'annonce du rachat de la plateforme Twitter par Elon Musk en Avril 2022. Les recherches francophones sur le thème dépendent donc très largement du contexte outre-Atlantique et de ses enjeux. Les recherches associées mentionnent notamment aussi « Elon Musk », « Ron Paul », le candidat à l'investiture républicaine de 2008 et 2012 et libertarien, et « Libertarian Party », le Parti Libertarien des États-Unis.

Source : Recherche Google Trends du 10 Mai 2023 ; Mots clés : Libertarien (Rouge) ; Libertarisme (Bleu) ; Libertarianisme (Jaune)

Évolution de l'intérêt pour cette recherche ?



1 : Élections présidentielles des États-Unis de 2012 (Novembre 2012)

2 : Élections de 2016 (Novembre 2016)

3 : Élections de 2020 (Novembre 2020)

4 : Annonce du rachat de Twitter par Elon Musk (Avril 2022)

Liste des entretiens menés :

- Jean-François Nimsgern, 18 Février 2023.
- Benoît Malbranque, 7 Mars 2023.
- Christophe Seltzer, 9 Mars 2023.
- Sacha Benhamou, 10 Avril 2023.
- Kevin Brookes (informel), 11 Avril 2023.

Exemple de questionnaire d'entretien semi-directif :

- Pouvez-vous vous présenter et détailler votre parcours jusqu'au libéralisme ?
- Quels ont été vos premières influences philosophiques, et détailler ce qui vous a mené au libéralisme ? Dans cette perspective, acceptez-vous et/ou revendiquez-vous l'étiquette de « libéral » ? Si oui, que signifie-t-elle pour vous ? Sinon, revendiquez-vous une étiquette différente (comme celle de « libertarien » par exemple) ?
- Envisagez-vous le libéralisme comme un rapport particulier au politique ? Voyez-vous cela comme une façon de faire de la politique, ou de se revendiquer sur l'axe politique ? Eventuellement, vous positionnez-vous sur l'axe « gauche-droite » en tant que libéral ?
- Avez-vous eu des engagements politiques ou militants (dans un parti politique, une formation ou dans un mouvement) ?
- Quand y êtes-vous entré (nom organisation) et avez-vous précédemment occupé des emplois dans une structure au caractère similaire (une organisation politique, un think-tank ou autre) ?
- Votre entrée à (nom organisation) a-t-elle été motivée par un engagement militant (ou du moins une forme d'engagement) ?
- Quelles sont les objectifs selon-vous dans votre organisation ? Cela est-il une stratégie particulière ?
- Depuis une perspective libertarienne, de quoi le présent doit-il être fait pour s'assurer un futur libertarien ? (/ ou de quoi le futur libertarien est-il fait ?)

Exemple d'entretien mené :

Entretien sacha benhamou

- Présentation

- Pour faire l'historique SFL a été mon premier engagement. Je sais pas si c'est un engagement pol car pas partisan. J'ai découvert le libéralisme à travers une tribune de Gaspard Keonig dans le Figaro, donc aujourd'hui en étant chez GL al boucle est bouclée ! En lisant ses tribunes qui portaient sur les politiques du tabac, un peu libertaires, la responsabilité personnelle et tout ça. Tout en indiquant que les fumeurs derrière profitaient bien de la Sécu quelque part. Et cela m'a amené d'articles en articles, j'ai un peu lu ce qu'il faisait, le think-tank, qui à ce moment-là commençait à peine. J'ai trouvé le média Contrepoints duquel j'ai vu des auteurs, et des organisations. J'ai connu le PLD (Parti Libéral Démocrate), avec qui je m'étais un peu engagé. J'ai un peu participé à la campagne

régionale de 2014 à Grenoble pour Auvergne Rhones Alpes. Puis j'ai cheminé intellectuellement, j'ai lu plus de doctrines, j'ai découvert Hayek puis lu Murray Rothbard qui m'a vraiment rendu anarcho-capitaliste. C'est un peu le début de mon parcours intellectuel. Après je me suis intéressé à des auteurs anarchistes, pas forcément à droite mais les références anarcho-communistes ou libertaires, avec la zone grise comme avec Steiner. J'étais très intéressé par la pensée de Proudhon.

Quand je suis arrivé à SFL, et que j'ai vu sur Contrepoints qu'ils avaient une antenne à Grenoble, je les ai rejoints et je suis encore en contact avec les gens à l'origine de l'initiative. J'ai participé à organiser des événements avec eux. Donc j'ai repris Sfl à Grenoble, c'est là que j'ai fréquenté ceux de Paris et le bureau national où j'ai connu Christophe [Seltzer], et puis après j'ai eu un autre engagement en parallèle un peu contradictoire. Je voulais voir comment fonctionnait la politique et je me suis engagé chez En Marche, qui m'a emmené, parce qu'à la base je viens du droit je suis avocat de formation, et en y mettant un pied j'ai fait la campagne de Véran que j'ai suivie à Paris pour sa campagne de 2017. J'étais collaborateur parlementaire. A Paris j'ai animé pas mal SFL, j'ai aidé Grenoble et Lyon, j'ai un peu succédé à Christophe, enfin on était à deux car il représentait la branche française à l'international en fait. Et ça a duré peut-être 3 ans avant que je me sente un peu vieux car je n'étais plus étudiant. J'ai continué mon engagement au sein de la majorité présidentielle jusqu'à Septembre dernier et je suis resté 2 ans à l'Assemblée Nationale avant de rejoindre une agence de conseil d'affaires publiques et communication d'influence. Après 5 ans dans cette agence je me suis mis à mon compte pour m'installer dans le Sud et je m'occupe dans mon activité des relations de Génération Libre.

- Vous m'avez parlé de deux trois auteurs au début, vos influences philosophiques viennent d'abord de l'anarchisme et de la responsabilité individuelle. Avez-vous en eu d'autres avant de revenir sur une position ? Et quelle position actuelle ?

- Déjà à l'époque je me définissais un peu anarcap mais réaliste, c'est à dire que j'ai conscience que y'a le débat entre l'idéal et le réel. Et même une fois qu'on a l'idéal il faut se rendre compte que ça se fait pas en 2-3 jours, mais que c'est un cheminement de l'humanité vers une émancipation individuelle, c'est un peu un horizon. Ca je l'ai toujours pensé en tout cas. J'avais une vision un peu révolutionnaire du libéralisme et de l'anarcho-capitalisme avec l'idée qu'un jour les gens seraient assez énervés et que y'aurait un renversement des tables. Ce qui a changé c'est pas tant l'idéal mais je dirais que je me définis plus comme conservateur dans le sens anglo-saxon. Je suis très raccord avec les thématiques libertariennes sociétales, mais je pense que les gens aiment conserver leurs habitudes et une forme de stabilité. Cela a renforcé ma conviction que pour arriver à cet idéal il faut l'amener par beaucoup de changements et pas de renversement, qui comme les révolutions amène toujours plus de réactions qui nous ramènent en arrière. Là dessus j'ai aussi un peu été influencé.

- Vous préférez l'étiquette libérale ou libertarienne ? Au sens plus radical du libéral ?
Libéralisme radical

- Oui après c'est difficile car les mots voyagent entre les langues et les traductions sont pas toujours pertinentes ou exactes. Je préfère aujourd'hui l'étiquette libérale en étant radical dans mes propos pour faire revenir les gens au sens originel du libéralisme. Beaucoup de

gens se réclament du libéralisme mais qu'ils ne le sont pas du tout quand on regarde le sens qui était donné par les premiers auteurs libéraux. Ça m'agace un peu qu'il y ait pleins de gens qui lorsqu'ils se sentent un peu centristes se disent libéraux. Aujourd'hui dans mes débats je fais pas des tribunes pour réclamer l'abolition de l'État ! Je me dis libéral en défendant des idées libérales radicales et que ces étiquettes permettent d'identifier ces gens là.

- Vous voyez vous hors du spectre droite gauche ? Par rapport à votre engagement en marche qui pour certains n'est pas vraiment libérale

- je crois que je me vois c'est hors du spectre car ajd la gauche et la droite sont construites sur des clés de lecture qui font qu'elles ont un peu de libéralisme. Je pense que même y'a plus à gauche qu'à droite. A quelques exceptions près ou je peux citer des intellectuels LR mais c'est un peu nul part et partout

Je trouve qu'en terme de doctrine la gauche a un peu d'avance. Parfois je suis d'accord avec mélenchon mais sur son comportement je suis moins d'accord, et les verts par exemple je trouve que ce sont ceux qui portent le mieux les libertés politiques et sociétales. Le centre reste le meilleur environnement pour le développement du libéralisme. Le centrisme a plus une culture de compromis et je ne crois pas à l'hypothèse révolutionnaire donc je vois les compromis.

- Il y avait eu à l'époque une tentative d'alliance entre les libéraux et les centristes de Bayrou, notamment en 2007 et 2012

- oui j'ai pas trop suivi mais en effet ej pense aussi le meilleur moyen de faire entrer le libéralisme c'est par le centre. Il faut savoir aussi ce qu'on met au centre, pour moi c'est modem qui a ce long héritage de centrisme et culture du compromis. Mais renaissance n'a jamais été centriste par exemple. Je ne les considère pas comme libéraux non plus, c'est un techno-populisme, ou populisme technocratique, apologie de ce qui marche mais ça reste trop centré autour de l'État il faut faire en sorte que l'État fonctionne. Et en fait en 2017 c'était au centre mais pas centriste, et macron a pu avoir les bons éléments de langage, aborder suffisamment de problématiques qui étaient à l'état de blocage avec tjr cette idée de dépasser les clivages. On dépasse le clivage qui a bloqué des sujets et qu'on détabouise. Les libéraux ont crus qu'ils étaient un peu libéraux, les écolos l'ont crus écolos, et enfin donc il a réussi à capter du monde. Tout le monde voyait midi à sa porte avec macron.

- Si je dois résumer vos engagements c'est SFL – PLD puis GL ; il a existé selon vous des partis qui se sont dits libéraux ou libertariens ?

- Il y a bien un parti libertarien, et bon les libéraux en France c'est un petit monde. Les activistes on se connaît presque tous. J'ai pas pensé qu'il y avait de bonne ou mauvaise stratégie pour le libéralisme mais uniquement des stratégies complémentaires et que chacun devait trouver son rôle en prenant la position qui l'intéressait le plus. On a eu ces débats au sein de SFL, il y a majoritairement 2 stratégies : doit on assumer publiquement une ligne très radicale en invoquant de la doctrine pure du style « abolir l'Etat » ou avoir un discours de compromis, que les gens sont capables d'entendre où on dit qu'on va faire des petits pas et avancer. Ces discours sont portés par des entités donc s'engager au Parti Libertarien c'est pas la même stratégie que s'engager chez renaissance ou modem.

Et ça a été plus ma stratégie, j'avais des amis qui avaient d'autres engagements comme ferghane azihari qui était plus radical que moi dans le discours. J'étais à grenoble et on m'a proposé de participer à la campagne de 2017 et j'ai dit que je pourrais le faire que ça serait une bonne opportunité. Je me suis pris au jeu j'ai rencontré des amis et c'était une opportunité professionnelle. J'ai trouvé qlq chose dans lequel j'étais bon qui était donc naviguer dans le monde politique tout en étant à l'intérieur des partis, essayer d'organiser des débats dans le sens que je voulais pour faire avancer mes idées que je n'avais jamais caché. En prenant la gestion de projets, des événements et autres. J'y arrivais bien donc j'ai décidé de continuer et récemment j'ai pensé que c'était moins le cas. Je veux pas trancher entre ces deux stratégies que je vois comme complémentaires, il faut qu'on ait des personnes engagées.

- J'avais notamment parlé de cette stratégie avec christophe, selon vous gl comment voyez vous son rôle et son but ?

- Pour moi il y en a deux, déjà le système politique biaise les discours dans une forme de clientélisme et un think tank pas comme les partis peut s'autoriser à dire des choses qui plaisent pas sans en patir dans ton message. Un parti qui ne peut conquérir de siège n'a pas de voix dans les médias, voir il est moqué. Alors que le think tank permet de porter les messages avec une frange politique sans la pression et être dépendant des voix.

- GL est d'ailleurs totalement dépendant des dons donc pas lié à un parti comme d'autres

- Oui à fortiori cette stratégie là même est minoritaire. Même si montaigne et terra nova ont une ligne qui reste proches de partis existants ils peuvent aller plus loin sans se soucier sur l'effet que ça aura sur le contexte électoral. Je le pense sur les think tanks, et la droite comme la gauche les a. Je pense à la nupes qui va dans un sens de réflexion, et ça chaque fois qu'un libéral comme babeau s'exprime dans les médias on dit qu'il a institut, j'aimerais qu'on est un débat sur si on doit appeler cela un institut. Les think tanks n'ont pas eu de prétention académique et ont assumé de suivre une ligne éditoriale, politique. En revanche il est important pour eux et c'est le cas souvent d'avoir quelques assurances, des gens qui sont légitimes à parler. Il y a un enjeu de réputation et de solidité des idées qu'ils portent s'ils veulent convaincre. Un think tank ne va pas aux élections donc il ne dépend pas du clientélisme électoral et là dessus c'est clair que ça n'est pas académique. Le deuxième objectif est surtout, et ça vient en complément des recherches, de le rendre opérationnel, c'est pas le cas de tous et de tous les rapports d'ailleurs. Ya beaucoup de think tank mais qui n'ont pas assez de moyens pour aller au bout de l'opérationnalité des moyens, il faut proposer des réformes clés en main pour les politiques et ça pourrait être un idéal, qu'on aide à rédiger des amendements et qu'on propose des réformes. Les élus aiment bien avoir la parole des think tanks, mais ils veulent avancer aussi. Il faut une dimension assumée là dessus sur ce qu'il se pratique plus dans le lobbying, c'est pas évident car en france on a moins de moyen qu'aux us, et donc c'est une expertise différente. Une fois qu'on a payé le contributeur de la note il faudrait quelqu'un derrière pour le traduire juridiquement, et familier du lobbying ou droit parlementaire.

- Sur la lancée de ce dont on parlait, christophe m'avait parlé de façon intéressant qu'il n'y avait plus que les conservateurs qui avaient cette capacité à innover, stratégie qu'il aimerait reprendre.

Nouvelle génération de libéraux et infuser en France,

- ahah oui c'est vrai et je ne suis pas d'accord avec l'analyse ! Déjà même s'il y a eu un regain de l'influence des conservateurs je pense pas qu'ils aient eu l'influence des socialistes qui est arrivé à avoir du personnel politique, médiatique et universitaire.. Ils restent présents dans des professions entières comme l'université. Ils peuvent bloquer aussi l'ascension de gens qui ne pensent pas comme eux. Les libéraux n'ont jamais su faire ça, par essence les libéraux ne sont pas organisés. Personne n'ose prendre le lead ou autre, il est moqué et y'a beaucoup de mécanismes qui empêchent aussi de bien s'organiser. Les conservateurs depuis des décennies ont leurs think tanks, sont arrivés à banaliser de nouveau leurs idées dans un certain nombre de médias. Ils ont pas encore atteints non plus le niveau de sophistication de la gauche, ils ont pas repris l'université ou l'éducation nationale ! Je pense qu'on est pas encore très bon à le faire et je ne sais pas si je peux aller plus loin, je fais beaucoup mais je ne pense pas forcément à une victoire proche.

- Vous parlez de « victoire proche », si on en revient à la temporalité, vous voyez le projet libéral sur le temps long, les réformes, ou vous voyez aussi un projet politique plus radical ?

- Oui aujourd'hui j'irais dans le sens de votre première affirmation, je pense qu'il y a une poignée de réformes un peu fondamentales qui sont pas forcément libérales et qui peuvent changer la manière dont les gens perçoivent la société et qui peuvent créer un terreau favorable.

La priorité c'est la décentralisation, parce que je pense que ce qui empêche les réformes est qu'on finit par croire que tout ce qui se passe à l'échelle de notre génération n'est qu'issue de traditions, qu'il n'y a que comme ça que ça peut marcher et qu'il serait fou de changer le système. Alors qu'il suffit de regarder l'histoire de la France ou de la société moderne et notre système juridique est tout de même très récent, alors que ça nous pourrait traditionnel. Les gens ont peut être besoin de cette concurrence institutionnelle, il faut regarder un peu chez le voisin. La décentralisation c'est important pour changer l'esprit des gens, et pour le morcellement du pouvoir même sur le plan démocratique. Ajd le syst de vote est d'autant plus imparfait que quand on vote à 51 % c'est du monde qui est impacté alors que la décentralisation recrée du local et du communautaire. Je pense que le vote est très bien pour décider et trancher mais il faut voir ce qu'on peut décider ensemble et à quelle échelle.

Le deuxième fondamental sont les institutions, on est à fond chez gl pour la dépresidentialisation, c'est pas tant la question des pouvoirs, mais surtout il faut faire revenir la culture du compromis. On est quand même un pays où on est obsédés par la personnalité du président, plus que les nord-coréens avec leur dictateur il faut aussi amener les coalitions, bon renouveau et ils sont compatibles mais ne veulent pas se rallier, on peut avoir des alliés de circonstances mais ça apparaît comme se coucher devant Macron. La troisième réforme c'est acculturer d'avantage les Français avec la finance, par le trading mais comment gérer son épargne, mieux placer ou être plus en prise avec notre argent. Il y a de fortes inégalités là dedans, y'a des gens qui arrivent avec un capital culturel sur la finance et qui s'en sortent mieux comme ça. C'est mieux aussi pour que les gens comprennent les mécanismes et qu'ils ne soient pas soumis à certains raccourcis. La meilleure façon serait d'ajouter un système de capitalisation sur notre système de retraite plutôt que reculer à chaque fois l'âge de retraite. On incite tout le

monde à placer de l'argent et comprendre que si il y a des dividendes qu'on en profite. Qu'on arrive à impliquer tout le monde dans l'actionnariat et détabouiser les fantasmes sur l'actionnariat.

La dernière réforme serait celle du syndicalisme, pour briser le monopole syndical, arrêter le financement public pas pour les affaiblir mais qu'ils aillent chercher des adhérents et être plus proches et représentatifs des français pour revenir dans la négociation avec le patronat et moins avec l'Etat. En France les syndicats reviennent pour négocier avec Macron et pas les patrons c'est drôle. Ça permettrait d'apaiser la société sûrement. On ne peut pas voir les cordes du libéralisme dans une société qui clive, ça demande beaucoup de bonne volonté de tout le monde pour que ça marche, c'est de la responsabilité aussi. Il y a des mécanismes pour punir les escrocs et autres mais ça ne marche bien que s'il y a une minorité d'escrocs, si il y a une majorité ça peut pas fonctionner. Il y a des gros enjeux d'éducation et d'ententes mutuelles. Il faudrait de la décentralisation pour mieux connaître ses voisins par ailleurs.

- Sur SFL, où vous avez fait à peu près 6 ans, est-ce qu'ils reprennent dans leur façon de fonctionner des expériences communes ? Le but commun est tout de même d'aller créer des réseaux jeunes qui font les libéraux. Y a-t-il pas cette même volonté ?

- Ah, je pense pas que GL ait été pensé comme ça, en tout cas oui pas au début.

Aujourd'hui nous on le pense pas toujours comme ça, c'est pas mal Christophe. A juste titre je pense qu'on a plutôt intérêt à se dire qu'il faut des jeunes parce que plus le temps passe moins on change d'avis. On devient des rentiers après, on a besoin de sécurité et autre. On a bâti notre vie sur des conditions comme ça. Je parle de rente, parce que c'est un moyen de préparer sa retraite. Mais on a d'autant moins de chance de les convaincre, il faut donc aller voir les jeunes. Je pense pas non plus qu'on fasse notre stratégie autour de ça.

- Chez SFL a peut être bien réussi à pouvoir aller voir les jeunes et créer des réseaux efficaces

- Oui à sa manière ! [rires] je pense qu'avec Christophe on est d'une génération où ça a très bien marché, et derrière nous malgré nos efforts on a pas forcément trouvé les bonnes personnes pour que ça continue de manière solide. Ça a rempli son rôle parce que ça a disséminé des personnes dans différents domaines, des entreprises, journalistes ou think tanks. Oui sur notre génération ça a joué son rôle.

- Même dans les médias il y a cette image de libéralisme vieillissant, pas portée par une jeune génération. Est-ce que vous pensez avoir porté le libéralisme d'une manière nouvelle par rapport à avant ?

- Oui, oui parce que je pense que la génération avant nous, la pensée libérale était un peu morte et le libertarienne était pas vraiment là. Je pense que les idées libertariennes ont permis de faire revivre les idées libérales des penseurs français libéraux, qui étaient souvent les premiers et à avoir pensé la totalité de la société. Alors qu'aux Etats-Unis à part quelques exceptions il y avait un fond religieux plus important propice au capitalisme et moins au libéralisme cohérent et intégral. En France je pense qu'on a la matière intellectuelle pour, elle a été oubliée des politiques et autres. Il n'était plus porté que par les

conservateurs de droite qui le faisaient plus par réaction que par vraie réflexion, à part oui Alain Madelin.

- le libertarianisme aurait existé dans l'udf et n'existerait surtout que récemment

- quand je dis que ça a disparu, oui y'a tjr eu des gens qui ont porté ce libéralisme intégral mais ils étaient plus confinés. Il y a une masse critique au-delà de laquelle ou en-dessous ça existe ou non. Y'a bien eu la frange de l'udf mais je pense que c'était peu, et aujourd'hui on peut vraiment parler d'existence. Cette frange a pu l'incarner dans des combats parlementaires, des choses un peu en sous-marin, on les voyait peu dans le paysage politique.

Le PL reste jeune et assez peu connue, je sais pas si c'est énormément représentatif sur leur composition la jeunesse de ses membres.

- Vous partagez pour bcp de bilan critique de la volonté de créer un PL et seulement faire la diffusion et coups d'éclats pour faire exister les idées libertariennes

- on est pas très bons là-dessus parce que les coups d'éclats sont pas forcément nos convictions. On va pas détruire des abris bus pour dire qu'il faut moins faire dépenser l'État ! L'extrême gauche peut facilement radicaliser son action pour faire parler d'elle, nous ce serait moins légitime. Il y a une force de quiétude dans le libertarianisme qui fait que c'est plus un retrait du monde politique qu'une irruption dans celui-ci, je pense pas que ça soit tant compatible.

- Vous partagez plus l'hégémonie culturelle ?

- Oui c'est ce dont je parlais avec la gauche qui a réussi à avoir les médias, les univs et le politique. Alors qu'adj les conservateurs c'est sru qlq chaînes. C'est du travail c'est sûr et des ressources humaines pour former des gens et ainsi de suite.

- Mots clés :
- Libertarianisme
- Utopie
- Histoire des idées
- Circulation des idées